

Second United Nations Conference on the Law of the Sea

Geneva, Switzerland
17 March – 26 April 1960

20th meeting

Extract from the *Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea (Committee of the Whole – Verbatim Records of the General Debate)*

Twentieth Meeting

Thursday, 7 April 1960, at 3.15 p.m.

M. KORETSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) (traduit du russe) : Monsieur le Président, bien que je prenne la parole devant une assistance peu nombreuse, je me réjouis de cette occasion de vous féliciter de votre élection. Je salue également notre Vice-Président, encore qu'il n'ait pas jugé possible d'occuper aujourd'hui le fauteuil que nous lui avons aimablement offert, et notre Rapporteur, le professeur Glaser.

Les séances précédentes ont fait ressortir assez nettement les positions fondamentales des délégations sur la largeur des eaux territoriales et les limites des "zones de pêche". En ce qui concerne la largeur de la mer territoriale, il semble que l'accord serait facile si tous les participants à la Conférence admettaient la nécessité de fixer par convention la limite établie par l'évolution de la pratique des Etats, tout en laissant à chaque Etat la possibilité de déterminer la largeur qui lui convient, jusqu'à la limite fixée.

Mais la discussion se poursuit. Il faut noter à ce propos que personne ne propose plus de revenir à la limite de trois milles. On dit déjà que l'histoire l'a oubliée, qu'on la considère comme un anachronisme, qu'elle est enterrée. Pour beaucoup d'orateurs comme aussi pour beaucoup d'auteurs, la limite de trois milles n'est pas une règle de droit international. A la Conférence de 1930, souvent évoquée ici, le professeur Giannini, représentant de l'Italie (je le mentionne à propos de l'intervention du professeur Mameli), a déclaré : "Le principe des trois milles ne peut plus se justifier ...". Selon lui, une limite de six milles répondait aux exigences de l'époque, mais il a ajouté : "Je ne puis arrêter la marche de l'histoire ... Je ne puis prévoir l'évolution future, je ne sais pas quelle sera demain la largeur de la mer territoriale" et il a reconnu que "cette largeur diffère selon le temps et le lieu" 1/.

Ce point de vue était aussi celui de la Commission du droit international, et la grande majorité des représentants à la Conférence de 1958 ne l'ont pas contesté non plus. Et si, à la présente Conférence, certaines délégations (Etats-Unis, Royaume-Uni, etc.) déclarent avec une insistance surprenante que, sauf décision contraire de la Conférence, ils considéreront la limite de trois milles comme valable, leurs propos ressemblent à de vaines menaces d'un retour à des positions depuis longtemps perdues.

A la présente Conférence, la discussion porte principalement sur deux propositions relatives à la largeur maximum de la mer territoriale. Il y a d'une part

1/ Société des Nations. Actes de la Conférence pour la codification du droit international. Vol. III, Procès-verbaux de la Deuxième Commission, p. 135-136.

la proposition de l'Union soviétique 2/, claire et simple à appliquer, qui reconnaît une limite de douze milles marins. Cette proposition correspond pour l'essentiel à la proposition du Mexique 3/ et à celle des seize puissances 4/. Elle est conforme aux lois selon lesquelles évolue l'utilisation par les Etats de leurs eaux territoriales et elle répond aux tendances actuelles de la pratique des Etats en ce qui concerne la fixation de la largeur de leur mer territoriale. Cette proposition tient compte des véritables intérêts nationaux de tous les Etats car elle tend à assurer leur sécurité politique et économique et elle leur laisse la pleine utilisation des richesses de leur mer territoriale.

"La notion de mer territoriale", dit à juste titre le sénateur Tolentino, chef de la délégation philippine, "n'est pas un concept purement juridique, elle est intimement liée à la sécurité politique et économique des Etats riverains. La question de la largeur de la mer territoriale est donc indissolublement liée au maintien, à l'existence même de chaque Etat riverain". 5/

Une autre proposition consiste à adopter pour la mer territoriale une largeur de six milles : c'est celle des Etats-Unis 6/, celle aussi du Canada 7/, qui coupent presque automatiquement en deux la limite de douze milles, d'où leur apparence de demi-mesures qui ne tiennent pas et ne peuvent tenir compte des réalités.

Ces dernières propositions se sont arrêtées, pour ainsi dire, à mi-chemin d'une solution réaliste. Or la règle du "juste milieu", qu'a mentionnée le chef de la délégation grecque est inapplicable en l'occurrence. Onze Etats seulement ont jusqu'à présent fixé à six milles la largeur de leur mer territoriale, alors que dix-sept - et il ne fait aucun doute que ce chiffre augmentera très prochainement - ont adopté des lois qui fixent une limite de douze milles.

Dans ces conditions, toute demi-mesure est inapplicable et risque fort d'engendrer de nouveaux différends qui pourraient compromettre les relations pacifiques et amicales entre Etats.

Si l'on veut tenir compte de la pratique et de la réalité, si l'on ne veut pas se bercer d'illusions, il est évident que l'on ne peut imposer aux Etats, par un simple vote, une largeur différente de celle qu'ils ont fixée eux-mêmes. La question des frontières d'un Etat ne peut être réglée à la majorité des voix. Ce serait contraire au principe de l'intégrité territoriale.

2/ Documents officiels de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, annexes, document A/CONF.19/C.1/L.1.

3/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.2.

4/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.6.

5/ Ibid., 5th meeting.

6/ Ibid., annexes, document A/CONF.19/C.1/L.3.

7/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.4.

Si nous voulons un accord, pas n'importe quel accord, pas un accord à tout prix, mais un accord réel sur la limite de la mer territoriale, un accord qui pourrait être consacré par une convention, nous devons arrêter une règle que les Etats puissent adopter à l'unanimité. Il ne faut jamais oublier que la fixation des limites d'un Etat, de son territoire, de ses eaux et, partant, de sa souveraineté territoriale, ne saurait faire l'objet d'aucun marchandage. Il ne s'agit pas de chercher une moyenne, mais de fixer la limite de la mer territoriale telle qu'elle s'est établie au cours de l'histoire, limite qui ne saurait évidemment être inférieure à celle qu'un nombre appréciable d'Etats ont déjà adoptée.

Si une telle limite était consacrée par une convention, aucun Etat ne se verrait imposer une largeur déterminée et ne serait obligé de réduire l'étendue de ses eaux territoriales, de se replier sur des limites plus étroites. D'autre part ce maximum de douze milles n'obligerait pas tous les Etats à avoir la même limite.

Si, par exemple, les Etats-Unis ou le Royaume-Uni veulent une mer territoriale large de trois ou de six milles, ils peuvent l'avoir, cela regarde leur gouvernement. Personne ne leur impose ni n'envisage de leur imposer une autre limite. Il s'agit uniquement, à la présente Conférence internationale, d'arrêter une règle de droit international, c'est-à-dire de fixer le maximum de douze milles marins, admis en droit international et déterminé par l'histoire, que prévoit précisément la proposition soviétique.

Et c'est aux organes législatifs de chaque pays qu'il appartiendra de décider dans ces limites quelle largeur doit avoir la mer territoriale de leur pays.

Il convient de tenir compte du fait que l'évolution de la société et, partant, celle de l'Etat et du droit ne suit pas le même rythme, n'est pas uniforme. L'histoire a déterminé les limites des eaux territoriales comme elle a déterminé les frontières politiques des Etats. C'est pourquoi personne ne propose ici de fixer une règle uniforme, unique pour tous, une largeur obligatoire pour la mer territoriale. Une convention dont les auteurs partiraient d'autres principes ne serait qu'un chiffon de papier sans vie, une convention mort-née.

M. Chhat Phlek, chef de la délégation cambodgienne, a déclaré ici même :

"Il semble donc peu probable que ces nations puissent accepter de ratifier une convention ou une règle de droit international qui les obligerait à revenir à une limite inférieure, ce qui équivaudrait à une réduction de leur souveraineté. Or, à notre point de vue, toute règle de droit national ou international ne serait viable que si elle tient compte de la réalité tangible et non d'un principe abstrait non reconnu par tous. Si le droit s'écarte de la réalité, il risque de rester lettre morte et de contribuer non à une amélioration de la situation internationale mais plutôt à créer une source nouvelle de chaos et de confusion." 8/

8/ Ibid., 12ème séance.

La proposition soviétique vise à écarter les malentendus et les heurts, à éviter "le chaos et la confusion" dont a parlé le chef de la délégation cambodgienne et qui, dans une certaine mesure, mettent obstacle à la coexistence pacifique des peuples.

Quelles sont donc les objections opposées à l'adoption de la proposition tendant à fixer la limite de la mer territoriale à douze milles?

M. Dean, chef de la délégation des Etats-Unis 9/, et mon ami sir Kenneth Bailey, chef de la délégation australienne 10/, partent du principe que la doctrine de la largeur de la mer territoriale est déterminée par celle de la liberté de la haute mer.

Le professeur Bailey a déclaré carrément que, pour régler la question de la limite de la mer territoriale, la Conférence doit délimiter au moins trois libertés historiques qui, d'après lui, sont "à la base de la notion de haute mer".

Mais M. Bailey parlait de la haute mer, alors qu'il s'agit ici de la mer territoriale.

D'abord, le point de départ du professeur Bailey et de M. Dean est illogique. Nous savons que ce n'est pas la mer territoriale qui est déterminée par la haute mer, mais que c'est la haute mer et par conséquent ses limites, les limites de la liberté de la haute mer, qui sont déterminées par la mer territoriale. En effet, aux termes de l'article premier de la Convention sur la haute mer 11/ adoptée à la première Conférence de 1958, on entend par "haute mer" la partie de la mer qui n'appartient ni à la mer territoriale ni aux eaux intérieures d'un Etat.

Il me semble que, si l'on veut résoudre les problèmes de la mer territoriale, le point de départ doit toujours être la mer territoriale.

En outre, le point de départ du professeur Bailey et de M. Dean est faux historiquement. La doctrine de la limite de la mer territoriale est née de la lutte contre les tentatives des Etats qui, ayant acquis la maîtrise des mers, voulaient envahir plus facilement le territoire d'autres Etats. Les maîtres de la mer considéraient jadis le littoral comme une dépendance de la mer, ils allaient de la mer à la côte, suivant la définition que Breakton a donnée de la côte : quasi maris accessio.

9/ Ibid., 4ème séance.

10/ Ibid., 11ème séance.

11/ Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. II, annexes, document A/CONF.13/L.53.

A l'époque du partage des colonies, époque heureusement révolue, les grandes puissances maritimes rivales s'emparaient du littoral des colonies qu'elles convoitaient, puis prétendaient établir leur domination sur l'arrière-pays.

Les Etats riverains ont naturellement cherché à tenir les navires étrangers à bonne distance de leurs côtes, à portée de canon, comme on disait alors. Ils ont voulu, à cette distance de leurs côtes, donner à leur mer territoriale une limite qui leur permette d'assurer, dans une certaine mesure, leur sécurité, de protéger leurs intérêts et d'exploiter librement les richesses de leur mer.

Les périodes de révolution, les périodes marquées par des mouvements de libération ont vu s'affirmer la tendance, déterminée par la lutte des forces de la réaction contre les mouvements révolutionnaires et les mouvements de libération, à consolider les frontières et à fixer pour la mer territoriale des limites suffisantes. Au temps de la révolution anglaise, à l'époque de Cromwell, les "mers britanniques" s'établissaient "jusqu'à leur plus vaste étendue", et le problème de la largeur de la mer territoriale s'est posé dès les premières années qui ont suivi la naissance des Etats-Unis comme pendant la révolution française.

L'Etat soviétique issu de la grande révolution d'octobre, en butte, dès ses premières années à des attaques venant de l'ouest et de l'est, du nord et du sud, a fixé la limite de douze milles qui existait avant la révolution. Le souci d'assurer leur sécurité incite les peuples qui se sont libérés ou sont en train de se libérer de la domination coloniale, qui redressent leurs épaules, à s'affranchir aussi de l'étau d'une mer territoriale étroite, pour éloigner le plus possible les navires de guerre étrangers qui croisent au large de leurs côtes, les flottilles de pêche qui pillent leurs richesses en poisson, pour mieux se prémunir contre les actes de sabotage des forces réactionnaires qui cherchent sans cesse à miner les forces des jeunes Etats et à s'y infiltrer pour y organiser un coup d'Etat. Tout cela pousse les Etats, surtout les Etats encore jeunes, à porter à acuze milles marins la largeur de leur mer territoriale.

Les forces qui veulent conserver une autorité qu'elles sont en train de perdre, qui veulent maintenir les peuples dans la crainte de perdre leur indépendance politique et économique, élèvent ici objection sur objection contre l'adoption d'une limite de douze milles pour la mer territoriale. Ils affirment notamment qu'une largeur de douze milles entraverait la liberté de navigation. Mais, tant que la liberté de navigation ne devient pas la liberté de s'introduire dans des eaux et territoires étrangers, le droit de passage inoffensif à travers les eaux territoriales d'autres Etats garantit pleinement les intérêts de la navigation internationale, qui n'a d'ailleurs plus tellement besoin, vu les progrès techniques modernes, de longer les côtes. Le chef de la délégation vénézuélienne a déclaré :

"Rien n'est plus faux que de prétendre qu'une extension de la mer territoriale constitue une atteinte à la liberté de navigation et à la liberté de la haute mer." 12/

12/ Documents officiels de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 6ème séance.

On cherche aussi à nous faire peur en soutenant que les Etats riverains pourraient se mêler de la navigation internationale et seraient même tentés de le faire si les limites de la mer territoriale étaient reculées, mais on nous passe sous silence le fait que certains Etats, ainsi qu'en témoignent des communications récentes, n'hésitent pas à arrêter des navires de commerce étrangers bien au-delà de leur mer territoriale. On parle encore de la cherté du "passage" : on nous dit qu'il faudra jeter l'ancre à une plus grande profondeur. Or nul n'ignore que la profondeur de la mer ne dépend pas toujours de la distance par rapport à la côte; du reste, ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles qu'un navire fait usage de ses ancras car le droit de passage inoffensif implique seulement le passage et non le séjour de navires étrangers dans les eaux territoriales.

On a même essayé de calculer la hauteur à laquelle un navigateur doit se trouver pour pouvoir distinguer la côte à distance de douze milles. Le chef de la délégation des Etats-Unis a affirmé que les yeux du navigateur devaient être à une hauteur de 110 pieds au-dessus du niveau de la mer. Mais on sait que déjà au Moyen Âge, alors qu'il n'existaient encore pas de moyens techniques perfectionnés pour déterminer la distance par rapport à la côte, en Ecosse par exemple, la visibilité, qui servait à délimiter la zone exclusive de pêche, était fixée à une distance de 14 à 28 milles. Coke, juriste britannique bien connu du XVII^e siècle, fixait (en tant que règle de droit) cette distance à 14 milles. Le professeur Bartos, chef de la délégation yougoslave, a rappelé une note du Département d'Etat des Etats-Unis datée de 1793 selon laquelle la visibilité maximum à l'oeil nu était évaluée à 20 milles 13/.

On soutient aussi qu'une mer territoriale de douze milles imposera aux Etats riverains des charges supplémentaires en raison du contrôle et des patrouilles à organiser, de la sécurité à assurer, des phares côtiers à rééquiper, des cartes marines à refaire, etc., en vertu de l'article 16 de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë 14/.

Je ne chercherai pas à déterminer dans quelle mesure ces calculs sont exacts, ni à prouver que les Etats d'avant-garde prennent de toute manière des dispositions pour assurer la sécurité de leur navigation. Je me contenterai de signaler qu'aux termes de l'article 16 l'Etat est seulement tenu de ne pas entraver le passage inoffensif des navires de commerce étrangers dans sa mer territoriale et de faire connaître de façon appropriée tous les dangers qui, à sa connaissance, menacent la navigation dans sa mer territoriale. (De toute évidence, l'Etat riverain ne peut et n'est pas censé faire connaître les dangers qu'il ignore.)

13/ Ibid., 8ème séance.

14/ Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. II, annexes, document A/CONF.13/L.52.

Il semblait manifeste jusqu'à présent à toute personne non prévenue que la sécurité de l'Etat exige une mer territoriale plus large. A diverses reprises les Etats-Unis eux-mêmes ont essayé d'établir, pour eux et pour le continent américain, une zone de sécurité allant jusqu'à 300 milles. Cependant, M. Dean, chef de la délégation des Etats-Unis, affirme qu'une large mer territoriale est inutile pour assurer la sécurité d'Etats pacifiques. Quant à M. Drew, chef de la délégation canadienne, il a soutenu qu'il valait mieux, du point de vue de la sécurité, avoir une mer territoriale aussi étroite que possible pour faciliter la surveillance et qu'une mer territoriale plus large (c'est-à-dire jusqu'à douze milles) accroîtrait par trop les obligations des Etats riverains. D'autres représentants ont souligné qu'il leur serait difficile de défendre leur mer territoriale.

Les Etats soucieux de protéger leur indépendance et ne nourrissant aucune intention agressive à l'égard d'autres pays ne sauraient évidemment être convaincus par ces arguments. Ils savent qu'une mer territoriale plus large aide les peuples à défendre leur liberté, leur indépendance que beaucoup viennent à peine d'acquérir après une longue lutte. Ils comprennent qu'un rétrécissement de leurs eaux territoriales permettrait aux navires de guerre et aux avions militaires étrangers de s'approcher de leurs côtes avec des intentions qui n'ont rien de pacifique; ils savent que lorsqu'on vient leur dire que la largeur de la mer territoriale est sans importance étant donné les moyens de destruction modernes, ces propos ne visent qu'à affaiblir la sécurité des autres peuples, pour que des eaux territoriales rétrécies favorisent la pénétration militaire et économique dans d'autres pays.

On sait que l'opposition tenace de nombreux pays à une extension de la mer territoriale est dictée depuis longtemps par des considérations militaires. On a déjà rappelé la déclaration que M. Dean (il est difficile d'évoquer son nom en son absence, mais ses paroles sont consignées par écrit) a faite récemment à une réunion de la Commission des relations étrangères du Sénat américain, où il s'exprimait plus franchement :

"... Notre marine de guerre préférerait que la mer territoriale soit aussi étroite que possible afin de conserver au maximum ses possibilités de déploiement, de passage et de manœuvre en haute mer, c'est-à-dire en dehors de la juridiction des pays." 15/

Pour dissimuler leurs desseins belliqueux, ils ont recours non à des arguments sérieux et fondés, dont ils sont totalement dépourvus, mais à des fables, à des histoires rebattues concernant les sous-marins soviétiques. Ils n'arriveront à convaincre personne. Le chef de la délégation vénézuélienne a fait observer que ces arguments, ces prétendus arguments dirais-je, sont risibles. Ils montrent simplement que ces conteurs d'histoires à dormir debout reconnaissent la faiblesse de leur position, la pauvreté de leurs arguments 16/.

15/ Convention on the Law of the Sea, Hearing Before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, Eighty-Sixth Congress, Second Session, January 20, 1960, Washington, 1960, p. 109.

16/ Documents officiels de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 6ème séance.

Nous devons songer non à la guerre mais à la coexistence pacifique des Etats, bien qu'elle soit encore pleine de contradictions, de tentatives incessantes visant à renverser la marche de l'histoire. Dans ces conditions, on ne saurait tolérer une attitude nihiliste à l'égard de la largeur de la mer territoriale car la mer territoriale garde toute sa valeur comme barrière défensive. Ses limites doivent donc être plus larges (jusqu'à douze milles marins) dans l'intérêt de la sécurité, comme l'a souligné ici le chef de la délégation de la République arabe unie 17/.

Le courant de l'histoire emporte les vieilles positions. Les peuples libérés de la dépendance politique et économique veulent maintenir et renforcer leur souveraineté, leur indépendance et leur droit de disposer de leurs biens, de leurs ressources, leur droit d'assurer leur sécurité. Ils savent qu'une limite de douze milles leur est indispensable et qu'ils y ont droit.

A la Conférence de 1930, le professeur Giannini a dit qu'il ne pouvait "arrêter la marche de l'histoire" et qu'il ne savait "quelle serait demain la largeur de la mer territoriale" 18/, mais à cette Conférence nous avons entendu des paroles prophétiques : "La doctrine des douze milles prévaudra inévitablement, aujourd'hui ou demain, et son triomphe sera définitif et complet".

Lorsque ce résultat logique sera obtenu, il sera facile de résoudre tous les problèmes qui se posent et avant tout celui de la "zone de pêche", inscrit à l'ordre du jour de notre Conférence.

Les Etats affirment de plus en plus leurs intérêts en matière de pêche. Le perfectionnement des méthodes de pêche a créé de nouvelles possibilités d'exploitation rationnelle des richesses de la mer. Mais les gros monopoles se servent de leurs flottilles bien équipées pour mieux piller les eaux côtières de pays étrangers, comme M. Drew, chef de la délégation canadienne, l'a éloquemment décrit à la première Conférence. Il y a longtemps qu'a été démentie la légende selon laquelle les réserves de poisson seraient inépuisables. Les Etats riverains veulent naturellement protéger leurs eaux côtières où le poisson est en général plus abondant, ils veulent protéger leurs pêcheurs, leurs filets, leur matériel de pêche, créer les conditions propices à la conservation et à la reproduction des espèces et prendre certaines mesures relatives à la pêche dans les eaux côtières. Le meilleur moyen est encore de porter à douze milles la largeur de la mer territoriale, comme l'a proposé la délégation de l'Union soviétique. Le sénateur Matine-Daftary, chef de la délégation iranienne, en a nettement démontré la nécessité 19/.

D'après des auteurs britanniques, notamment d'après l'ouvrage très intéressant de Fulton (1911) 20/, la question de la pêche, comme celle de la sécurité, a joué un rôle déterminant dans les revendications concernant la souveraineté sur les eaux

17/ Ibid., 17ème séance.

18/ Société des Nations. Actes de la Conférence pour la codification du droit international. Vol. III, Procès-verbaux de la Deuxième Commission, p. 135-136.

19/ Ibid.

20/ Thomas Wemyss Fulton, The Sovereignty of the Sea, Edinburgh and London, 1911.

territoriales. Or il se crée à première vue une situation curieuse : plusieurs Etats acceptent une zone de pêche de douze milles, mais refusent d'accepter une limite de douze milles pour la mer territoriale.

Déjà à la Conférence de 1958, la délégation ukrainienne a souligné que, pour ce qui est de la compétence exercée et des caractéristiques juridiques, la zone contiguë qui vient s'ajouter à la mer territoriale n'en est que le prolongement. On soutient depuis longtemps qu'il existe un lien étroit entre la mer territoriale et la zone contiguë. A la Conférence de 1930 on a fait valoir que ces compétences ne diffèrent pas dans les eaux territoriales et dans la zone contiguë. Le représentant de l'Espagne, notamment, a posé les questions suivantes :

"Quels sont les droits de l'Etat riverain dans la zone contiguë? Ce sont des droits de police concernant la douane, le contrôle sanitaire et la pêche ... Il existe aussi un 'droit punitif' lié à la sécurité militaire des Etats ... Or quels sont les droits de l'Etat riverain dans les eaux territoriales? Les mêmes, absolument les mêmes."

En effet, la compétence exercée par l'Etat riverain dans la zone contiguë, les caractéristiques juridiques, comme je l'ai fait remarquer, sont pratiquement les mêmes que celles de l'Etat riverain dans ses eaux territoriales. Ce qui apparaît nettement dans la définition juridique des eaux territoriales apparaît sous une forme voilée dans la définition de la zone contiguë. Il suffit d'énumérer les compétences exercées traditionnellement par l'Etat riverain dans la zone contiguë, compétences reconnues et toujours plus étendues : police douanière, sanitaire, fiscale, sécurité, pêche, droit de juridiction qui comprend le droit de poursuivre et de punir les infractions aux lois du pays, pour voir clairement qu'elles ne se distinguent qu'en apparence des compétences résultant du régime de la mer territoriale.

C'est surtout pour répondre à la politique des grandes puissances maritimes, qui s'efforçaient de confiner les Etats riverains dans des eaux territoriales étroitement délimitées, qu'ont été créées les zones contiguës. C'était en quelque sorte une manière indirecte d'élargir la mer territoriale. C'était l'expression d'une tendance de plus en plus marquée à élargir les eaux territoriales en prévoyant des compétences particulières liées à la mer territoriale. Les zones contiguës étaient en quelque sorte les branches d'un arbre en pleine croissance. On considérait donc, par analogie, la zone où s'exerçait le droit exclusif de pêche comme faisant partie intégrante de la mer territoriale.

Toutefois, les grandes puissances maritimes n'ont jusqu'à présent reconnu des zones contiguës que dans la mesure où cela leur paraissait opportun (zones fiscales, douanières, sanitaires, contrôle des spiritueux), mais elles se sont systématiquement opposées à la reconnaissance de zones de pêche en dehors des eaux territoriales. A la Conférence de 1930, les représentants du Portugal et de l'Islande ont cherché à faire étendre la mer territoriale pour protéger la pêche côtière ou à faire reconnaître des zones de pêche. On leur a opposé un refus. Cela explique pourquoi la zone de pêche ne figure pas au nombre des zones contiguës reconnues dans les projets de codification, par exemple dans le projet de codification de la mer

territoriale de Harvard 21/. M. Mameli, chef de la délégation italienne, a continué de défendre cette thèse à la deuxième Conférence. Il a notamment déclaré :

"Le droit en vigueur ne connaît ni zones de pêche ni droits de pêche exclusifs dans ces zones. Jamais la zone contiguë n'a été considérée en droit international comme une zone de droits de pêche exclusifs." 22/

Pourtant, les liens indissolubles qui existent entre zones de pêche et eaux territoriales apparaissent plus clairement que pour d'autres catégories de zones contiguës. Si les zones douanières, sanitaires, fiscales et en matière de spiritueux peuvent être considérées jusqu'à un certain point comme résultant des fonctions administratives et policières de l'Etat, les zones dites de pêche signifient et doivent signifier davantage : elles sont étroitement liées aux eaux territoriales, à la souveraineté territoriale, car elles sont liées au droit accordé à des ressortissants et à des organisations, d'exploiter ces réserves de poisson. De même que les droits exclusifs sur les produits de la terre se rattachent aux droits sur le territoire, ainsi les droits exclusifs sur les richesses de la mer sont liés aux droits sur les eaux elles-mêmes, qui deviennent de ce fait mer territoriale. Ce point est parfaitement clair même pour ceux qui revendentiquent le droit à une zone de pêche en dehors de la mer territoriale.

Il est recommandé dans la proposition canadienne 23/ que l'Etat qui a établi une zone de pêche y ait "les mêmes droits que dans sa mer territoriale en ce qui concerne la pêche et l'exploitation des ressources biologiques de la mer". Quoi qu'on fasse, il ne faut pas que cette zone s'appelle mer territoriale.

Le meilleur moyen d'assurer effectivement l'exercice de droits de pêche exclusifs, considérés comme résultant des droits souverains sur la mer territoriale, est d'appliquer fidèlement le principe des droits souverains de l'Etat riverain sur ses eaux territoriales élargies. Ainsi, chaque Etat pourra réglementer complètement et librement la pêche dans les eaux côtières, prendre des mesures pour préserver les richesses de la mer et protéger la pêche contre les canonnières qui sillonnent les eaux côtières, gênant la pêche et endommageant souvent les filets et autres engins de pêche.

Mais cette solution ne s'accorde manifestement pas avec la politique de certains Etats, surtout avec leur politique navale et aérienne. Pour servir leurs propres intérêts, ils veulent à tout prix réduire au minimum la largeur de la mer territoriale, en vue de "conserver au maximum leur liberté de manœuvre", comme l'a dit M. Dean. Au nom de ces intérêts, ils sont prêts en ce moment à "lâcher le morceau" (il est vrai que ce n'est pas le leur mais celui d'autrui, puisqu'ils

21/ Research in International Law, Harvard Law School : Nationality, Responsibility of States, Territorial Waters (Drafts of conventions prepared in anticipation of the First Conference on the codification of international law. The Hague, 1930). Cambridge, Massachusetts, 1929, p. 246.

22/ Documents officiels de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 7ème séance.

23/ Ibid., annexes, document A/CONF.18/C.1/L.4.

cherchent à conserver des droits de pêche dits historiques dans les eaux étrangères, c'est-à-dire à accorder cette zone d'une main pour la reprendre de l'autre), pourvu que l'on reconnaisse une mer territoriale aussi étroite que possible.

Si jadis les grandes puissances maritimes et impérialistes s'opposaient à l'élargissement de la mer territoriale afin d'empêcher l'extension de la zone de droits de pêche exclusifs des Etats riverains, aujourd'hui elles sont prêtes à reconnaître une zone de pêche plus large non par intérêt économique mais pour des raisons essentiellement militaires.

C'est pourquoi, dans leurs propositions, elles distinguent la zone de pêche de la mer territoriale et, sur le plan juridique, excluent la zone de pêche de la souveraineté sur les eaux territoriales. Il est significatif que la proposition des Etats-Unis 24/ qualifie la zone de pêche de "zone extérieure"; même si cet artifice sémantique ne change rien à la définition des droits de pêche exclusifs - il ne suffit pas pour modifier la portée des compétences, d'employer "zone extérieure" pour "mer territoriale" - il est regrettable que des délégations comme celles du Canada et de l'Islande 25/, qui tiennent sûrement à protéger leur pêche côtière du pillage massif, aient suivi ceux qui distinguent et, partant, opposent jusqu'à un certain point zones de pêche et mer territoriale.

Au lieu de s'appuyer systématiquement, par principe, sur des moyens juridiques véritables de protéger leurs intérêts nationaux, au lieu de donner à leur mer territoriale une largeur plus large (jusqu'à douze milles marins), ces délégations, notamment la délégation islandaise, opposent sans aucun fondement théorique leurs droits de pêche (que l'Islande vient de défendre "les armes à la main"), qu'elles appellent "juridiction en matière de pêche", à la mer territoriale, affaiblissant elles-mêmes leurs chances de s'assurer des droits de pêche exclusifs ainsi que leur argumentation en faveur de droits souverains jusqu'à douze milles.

Ainsi, on ne peut vraiment défendre les droits de pêche exclusifs qu'en les rattachant directement aux droits sur la mer territoriale, dont la largeur doit être fixée à douze milles marins.

M. GRCS (France) : Monsieur le Président, bien que le débat général soit déjà fort avancé, je voudrais maintenant, n'ayant pas eu l'occasion de le faire plus tôt, vous présenter, à vous ainsi qu'à notre Vice-Président et à notre Rapporteur, les félicitations de la délégation française.

En cette phase tardive du débat, la délégation française pense qu'il lui suffira d'indiquer brièvement sa position sur les diverses propositions présentées à la Conférence, et les raisons de cette position.

24/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.3.

25/ Ibid., 11ème séance.

Nous appuyons la proposition des Etats-Unis d'Amérique 26/ et nous ne pouvons accepter les thèses contenues dans les propositions déposées par l'URSS 27/, le Mexique 28/, le Canada 29/ et, ce matin même, par un groupe d'Etats 30/. Cette position ne peut étonner puisqu'elle découle logiquement de celle que nous avions prise en 1958. Pour éviter toute répétition, je me permets de rappeler que les raisons en avaient été exposées et apparaissent dans le Recueil des travaux 31/.

Je voudrais donc tenter de simplifier le débat en imitant ce qu'ont déjà fait diverses délégations, notamment celles de l'Inde 32/ et de l'Australie 33/. Toutes les positions ont été exposées, affirmées avec force et, permettez-moi de le dire, avec peu de traces de cet esprit de conciliation auquel il est devenu classique de rendre hommage, mais, pour le moment, sans visibles conséquences.

Ne serait-il pas utile de rechercher ensemble un terrain de conciliation? Pour cela, il faudrait, je pense, afin de faire le point de la discussion actuelle, l'examiner sous son double aspect : celui des questions juridiques et celui des questions économiques et techniques.

Et d'abord, si vous me le permettez, les questions de droit.

Dans une assemblée de plénipotentiaires, il est fréquent que les juristes se sentent mal à l'aise. Les libertés - et parfois les licences - qu'ils voient prendre avec ce qui est, pour certains d'entre eux, l'objet d'études quelquefois d'un demi-siècle, les inquiètent et les frappent de stupeur. Puis-je rappeler que nous parlons devant de nombreux professeurs de droit international, devant d'éminents internationalistes; et ce sont eux qui commenteront nos propos et qui les jugeront. Le jeu des citations plus ou moins complètes, les affirmations d'avocat ne pèsent pas lourd dans un article qu'écrira demain le professeur Bourquin, ce grand savant belge, ou le professeur François, dont nous admirons tous les travaux sur ces questions depuis trente ans. Rien ne sert non plus de vouloir ressusciter les morts. Je n'en prendrai que deux exemples :

26/ Ibid., annexes, document A/CONF.19/C.1/L.3.

27/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.1.

28/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.2.

29/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.4.

30/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.6.

31/ Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. III, 8ème, 37ème et 55ème séances; vol. II, 14ème séance plénière.

32/ Documents officiels de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 10ème séance.

33/ Ibid., 11ème séance.

Croit-on en vérité impressionner en prétendant qu'Anzilotti acceptait la thèse que la limite des eaux territoriales de chaque Etat pouvait être discrétionnairement fixée par cet Etat en toute souveraineté? Je ne lirai qu'un passage de ce grand auteur :

"Cette communauté internationale n'est possible que dans la mesure où les Etats qui y participent n'agissent pas d'une manière arbitraire, mais conformément leur conduite à des règles qui limitent la liberté d'action de chacun des Etats et établissent la façon dont ils doivent se comporter dans leurs rapports réciproques. L'observation des faits démontre qu'il y a là, réellement, un système régulateur de la Société des Etats."^{34/}

Le second cas est celui de M. Gidel. Et je voudrais d'abord remercier de tout mon coeur son élève, le professeur Fattal, délégué du Liban, qui, dans un magnifique éloge, a su dire ce matin les sentiments de reconnaissance que beaucoup d'entre nous - je le sais - portaient au maître disparu. Je sais être l'interprète fidèle de l'Université française et de Mme Gidel en exprimant à notre collègue libanais leurs remerciements et leurs sentiments émus.

Hélas, tous n'ont pas pour Gilbert Gidel la révérence de notre collègue libanais. Déjà en 1958, à sa place - et je me souviens qu'il était toujours assis à la gauche de la présidence - j'avais, avec son autorisation, relevé les affirmations les plus inexactes tirées de son oeuvre. Heureusement, comme le professeur Fattal nous l'a dit ce matin, malgré sa mort sa pensée n'est pas éteinte et ses élèves vont publier la totalité de son oeuvre - et entre autres les 700 pages de notes magnifiques qu'il prenait, à son banc, jour par jour, sur la Conférence de 1958. Et craignez, Messieurs, les jugements de celui qui ne vous écoutait pas sans penser que, trop souvent, vous méprisiez son enseignement.

C'est par respect pour ce grand nom et, je le sais, avec la compréhension et l'appui de nombreux professeurs présents dans cette salle, que je vais, très brièvement, rectifier diverses affirmations faites sur des points de droit.

Je m'excuse d'avoir à enfoncer des portes ouvertes, mais malheureusement il y en a plusieurs.

1) Il est inexact que tout Etat puisse librement fixer la largeur de sa mer territoriale jusqu'à douze milles. Je n'invoquerai que deux textes, mais deux textes indiscutables, à l'appui de mon affirmation :

- a) L'arrêt de la Cour internationale de Justice;
- b) Le rapport de la Commission du droit international.

Voyons tout d'abord l'arrêt. La Cour a dit :

^{34/} Dionisio Anzilotti. Cours de droit international - V. I. Introduction. Théories générales. Paris, 1929, p. 43.

"La délimitation des espaces maritimes a toujours un aspect international; elle ne saurait dépendre de la seule volonté de l'Etat riverain ..." 35/

Ceci se passe de commentaires.

Ensuite, la Commission du droit international a dit :

"Etant donné que plusieurs Etats ont établi une largeur entre trois et douze milles mais que d'autres Etats ne sont pas prêts à reconnaître cette extension, la Commission n'a pas été à même de prendre une décision à ce sujet et elle a exprimé l'avis que cette question devrait être décidée par une Conférence de plénipotentiaires." 36/

Je n'insisterai que sur six mots : "ne sont pas prêts à reconnaître". La Commission marque donc clairement qu'elle accepte la thèse selon laquelle toute limite de plus de trois milles n'est pas imposable aux autres Etats. Elle a une valeur pour ceux qui la reconnaissent; elle n'en a aucune pour les autres. Il est inutile de chercher à faire dire plus au rapport de la Commission du droit international. Cela est largement suffisant. La voie est ouverte. Mais ne nous faites pas dire, devant le Rapporteur de la Commission du droit international, malgré son silence obligé, que n'importe quelle limite entre trois et douze est licite. Non; elle est licite pour ceux qui l'admettent, mais elle ne l'est pas pour les autres.

Deux points devraient être franchement reconnus, ce qui permettrait de ne plus échanger en vain des argumentations juridiques qui sont presque un dialogue de sourds. Ces deux points sont si raisonnables que j'avais pensé, au début de cette Conférence, qu'ils ne seraient plus mis en discussion. Malheureusement, ils le sont encore et je me vois contraint de les répéter.

D'une part, la règle des trois milles n'est pas si défunte - et le professeur Koretsky vient de nous le dire - puisqu'elle est encore la limite d'un bon nombre d'Etats. Elle est même si peu défunte qu'aujourd'hui encore c'est la seule qui n'ait pas besoin d'une reconnaissance expresse par les autres Etats. C'est la seule limite qui, par conséquent, soit automatiquement licite selon le droit international.

D'autre part, toute autre limite n'est valable internationalement que si elle est formellement ou tacitement reconnue par les autres Etats.

Il ne me resterait rien à ajouter sur ce point si je ne me sentais tenu de répondre à la question qui m'a été posée par le représentant de Ceylan, sir Claude Corea, qui présida avec tant de talent les travaux de la Quatrième

35/ C.I.J., Recueil 1951, p. 132.

36/ Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Supplément No 9, par. 33, article 3, commentaire, par. 7.

Commission, il y a deux ans. Il nous a demandé quel était le contenu exact des divers traités qui avaient été cités dans le débat, et au nombre desquels se trouve un traité de la France.

On nous a dit : divers Etats, dont la France, qui revendiquent trois milles, ont cependant reconnu par traité une largeur très supérieure, de neuf milles ou de vingt kilomètres 37/. Il suffira, je pense, que je lise l'article 15 du Traité entre la France et le Mexique, du 27 novembre 1886 38/ :

"Les Parties contractantes sont convenues de considérer comme limite de la souveraineté territoriale sur leurs côtes respectives la distance de 20 kilomètres, à compter de la ligne de la marée la plus basse.

"Toutefois cette règle sera seulement appliquée pour l'exercice du contrôle de la douane, pour l'exécution des ordonnances de la douane, et pour les prescriptions contre la contrebande, et ne sera par contre nullement appliquée dans toutes les autres questions du droit maritime international."

L'article 4 du Traité entre le Royaume-Uni et le Mexique du 27 novembre 1888 est identique 39/, de même d'ailleurs que le Traité avec l'Allemagne du 5 décembre 1882, article 8 40/, et le Traité avec Suède-Norvège du 29 juillet 1885 41/ ainsi que le Traité avec les Pays-Bas du 22 septembre 1897 42/.

Voilà donc la réponse à la question de sir Claude. Il s'agit d'une reconnaissance mutuelle de compétences de police dans une zone contiguë - avant que l'expression fût connue - et le problème de la largeur de la mer territoriale est formellement écarté dans les termes que j'ai pris le soin de vous citer.

Les erreurs juridiques sont si fréquentes qu'il faudrait toute une conférence pour les dénoncer, et je craindrais évidemment d'épuiser votre patience. Mais il en est tout de même une deuxième que je dois relever ici, car elle est d'importance. C'est celle que l'on commet lorsqu'on nous dit que le passage des aéronefs est libre dans l'espace aérien au-dessus de la mer territoriale et qu'il n'y a absolument aucune restriction à cette liberté. Là encore, je crois qu'il suffit de citer les textes :

37/ Documents officiels de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 15ème séance.

38/ Martens, Nouveau Recueil général de traités, 2ème série, tome XV, p. 840.

39/ British and Foreign States Papers, vol. 79, 1887-1888, p. 25.

40/ Ibid., vol. 73, 1881-1882, p. 709.

41/ Martens, Nouveau Recueil général de traités, 2ème série, tome XIII, p. 681.

42/ Ibid., tome XXXIII, p. 185.

Convention de Chicago 43/, article 9, "Zones interdites" :

"a) Chaque Etat contractant peut, pour des raisons de nécessité militaire ou dans l'intérêt de la nécessité publique, restreindre ou interdire d'une manière uniforme pour tout aéronef d'autres Etats le survol de certaines zones de son territoire;

"b) Chaque Etat contractant se réserve également le droit, dans des circonstances exceptionnelles, ou pendant une période de crise, ou encore dans l'intérêt de la sécurité publique, de restreindre ou d'interdire provisoirement, et avec effet immédiat, le survol de son territoire ou d'une partie de celui-ci."

J'en viens maintenant au deuxième point de droit qu'est la zone contiguë en matière de pêche.

Là encore, j'ai le grand regret de me séparer du professeur Koretsky au sujet des explications qu'il vient de nous donner. Je persiste à penser que le droit international positif actuel ne connaît pas de zones contiguës en matière de pêche. Je citerai tout de même Gidel, qui nous dit :

"Le droit international ne reconnaît pas les intérêts de pêche comme susceptibles de servir de base à l'institution en cette matière d'une zone contiguë par déclaration unilatérale de l'Etat riverain. C'est seulement par application d'accords internationaux qu'il peut être pris par un Etat riverain au-delà de sa mer territoriale des mesures opposables aux navires et aux ressortissants des Etats étrangers et tendant à assurer le respect de ses intérêts en matière de pêche." 44/

Si vraiment nous vénérons tous Gidel, cessons d'affirmer que la zone contiguë en matière de pêche est du droit actuel. Je suis stupéfait d'entendre dire que les Etats qui veulent maintenir leur pêche entre six et douze milles sont des colonialistes attardés. Vous qui l'avez connu, dites-nous si vraiment M. Gidel était un colonialiste attardé! Il tenait, en vérité, que l'Etat riverain n'a, en droit positif, aucun droit de pêche exclusif, ni préférentiel, ni même spécial, au-delà de sa mer territoriale. Tel est l'état du droit.

Ceci dit, personne ne conteste qu'on puisse changer le droit par le processus normal du droit international. Je suis entièrement d'accord avec le délégué qui a pris la parole ici, juste avant moi, pour reconnaître que c'est par accords que les Etats font progresser le droit. Mais par accords seulement. Et je suis convaincu que chacun l'admet; sinon, pourquoi serions-nous ici?

43/ Nations Unies, Recueil des traités, vol. 15, p. 296.

44/ Gilbert Gidel, Le droit international public de la mer, tome III, La mer territoriale et la zone contiguë, Paris, 1934, p. 473.

Mais je voudrais vous montrer par quelques citations que les partisans les plus chauds de la zone contiguë en matière de pêche reconnaissent que ce serait une règle nouvelle du droit international et que cette zone, pour le moment illicite dans le droit actuel, ne pourrait devenir licite que par l'effet d'un accord.

J'ai, devant moi, un bulletin qui est publié par le Ministère des affaires étrangères du Canada - publication officielle - numéro de janvier 1960. Je l'ouvre à la page 439 et je trouve un article intitulé : "Droit de la mer". Il s'agit de la zone de pêche entre six et douze milles. Je cite :

"Il s'agit en somme de formuler une nouvelle règle de droit international qui répondrait aux aspirations et aux intérêts de la collectivité mondiale dans son ensemble."

Et, comme la position canadienne est bien établie, la formule est identique à la page suivante, relative aux perspectives de la Conférence de 1960 :

"En formulant de nouvelles règles de droit international sur la juridiction des Etats côtiers en matière de pêche, la Conférence pourrait être d'importance décisive ...". 45/

Quel aveu venant du parrain de la zone contiguë en matière de pêche! Une nouvelle règle! Cui, bien sûr, une nouvelle règle, quelque chose que nous sommes appelés à établir en commun par ce processus que M. Koretsky a décrit, c'est-à-dire le processus normal de création du droit international : l'accord librement consenti.

Qu'on n'égare pas l'opinion en prétendant que nous voulons maintenir des droits historiques d'une origine un peu suspecte. Cette expression ne correspond à rien et n'est pas une analyse juridique correcte de la situation. Nous pêchons en haute mer; cela n'est pas contesté pour le moment; mais vous voulez changer le régime d'une partie de la haute mer.

Donc, nous pêchons en haute mer, et nous y pêchons des poissons qui n'appartiennent à personne, dans des eaux qui n'appartiennent à personne. Et s'il y avait un phénomène historique en tout ceci, ce serait cet essai de colonisation de la haute mer par les Etats riverains.

Alors que faire? Le mieux n'est-il pas, s'il faut - comme l'admet le Gouvernement du Canada - une règle nouvelle, tenter d'en décrire les aspects qui, pour que la règle soit acceptable, ne peuvent être ni ce que demandent les Etats colonisateurs de la haute mer, ni le statu quo. C'est ici que l'économique et le technique nous aideront à découvrir ce qui est possible et ce qui est utile pour le plus grand nombre d'Etats.

Je passe donc aux aspects économiques et techniques du problème que nous avons à étudier.

45/ Affaires extérieures, Bulletin mensuel du Ministère des affaires extérieures, Canada, vol. XII, No 1, janvier 1960, p. 439-440.

Pour ne pas épuiser votre patience, je ne citerai qu'un cas d'incompréhension mutuelle, ou tout au moins d'opposition d'intérêts économiques. Certains, parmi les Etats qui veulent une zone de pêche exclusive allant jusqu'à douze milles, ne prétendent pas qu'ils en ont vraiment besoin pour la satisfaction de leur alimentation propre. Souvent, ils ne pêchent pas eux-mêmes, mais ils veulent exclure autrui. Je vous le demande alors en toute bonne foi : est-ce une position raisonnable? Est-ce une position juste? Sommes-nous vraiment devenus si xénophobes que la seule vue de chalutiers étrangers à proximité de nos côtes, dans des eaux où nous ne pêchons pas, puisse nous causer un malaise?

Il ne nous semble pas que l'on puisse prendre le problème ainsi. Tout d'abord, un fait s'impose : certains Etats dépendent entièrement - ou presque exclusivement - de la pêche. C'est une situation à part, qu'il faut traiter à part. Nous l'avons reconnu en 1958; nous devons le reconnaître, le maintenir et au besoin l'améliorer en 1960. Mais leur cas doit être considéré en soi. Ce n'est pas un argument pour la situation générale.

En laissant de côté pour le moment ces cas spéciaux, s'agissant d'Etats qui ne dépendent pas de la pêche est-il par conséquent justifiable qu'ils excluent les pêcheurs étrangers? On nous a dit - et nous l'avons entendu ce matin encore : "Mais voyons, vous modifierez vos méthodes; vous n'y perdrez rien; ce sont de petits inconvénients de la vie économique; vous êtes riches; vous adopterez d'autres méthodes de pêche." Mais, je vous le demande : et vous, qu'y gagnerez-vous, puisque vous ne pêcherez pas, sinon l'amertume et le ressentiment de centaines de milliers de pêcheurs, qui ne sont pas tous ressortissants d'Etats riches et prospères, et de millions de consommateurs, qui n'auront pas leur ravitaillement normal en poisson? Que diront ces masses, si certains Etats riverains, après s'être fait reconnaître un droit exclusif entre six et douze milles, au lieu d'y pêcher, accordent des licences de pêche à certains pêcheurs étrangers au lieu de laisser la liberté de pêche s'exercer, affirment ainsi une portion de la haute mer qu'ils réclament pourtant au nom de leur seul intérêt alimentaire? Croyez-vous que les sentiments d'une importante fraction de la population du monde seront compréhensifs?

Dans la communauté internationale, il est déjà acquis - on l'a rappelé ce matin - qu'il faut s'entraider, et les efforts d'assistance technique les plus divers sont largement connus dans cette assemblée. Mais quelle curieuse façon d'aider son prochain que de le priver d'une source alimentaire! Je dirai plus : quelle aberration! Comment, nous allons à Rome à la Conférence de la FAO; nous y passons des semaines à rechercher les meilleures méthodes de coopération pour un bon approvisionnement en ressources maritimes; et après cela, des Etats, qui n'ont pas besoin de pêcher dans les eaux entre six et douze, interdiraient la pêche dans des zones considérables de haute mer!

Ce n'est certes pas ce qu'écrivait un grand savant, Josué de Castro, dont je voudrais citer ici un passage :

"Nous n'avons pas de statistiques exactes sur le rendement mondial de la pêche. Mais les calculs approximatifs de la FAO donnent un total de près de dix millions de tonnes, ce qui représente moins de un pour cent de la

production alimentaire du monde. Considérant le volume des réserves piscicoles du globe, divers techniciens affirment qu'un tel chiffre est ridicule et qu'il pourrait être augmenté plusieurs dizaines de fois grâce à une efficace organisation des méthodes de pêche."

Est-ce là une efficace organisation des méthodes de pêche? Je répète que si un Etat riverain a de bonnes raisons de vouloir protéger ses pêcheries, il peut le faire par accord international. La Troisième Convention de Genève de 1958 a été faite pour cela. Et si les Etats pêcheurs contestent les mesures proposées par l'Etat riverain, il y a un arbitrage. Nous ne demandons qu'à mettre en application ces propositions le plus tôt possible - immédiatement.

Alors pourquoi, quand cela n'est pas nécessaire, tarir des sources d'approvisionnement? Cette hostilité de principe, cette déclaration de guerre économique à des Etats qui pêchaient sans compromettre l'équilibre des milieux marins, ne sont pas justifiables. Pensez à cette coexistence pacifique dont l'éminent orateur qui m'a précédé rappelait la nécessité. Est-ce vraiment un geste de coexistence pacifique?

Pour ne prendre qu'un exemple - celui de la France - nous avons 50 000 artisans pêcheurs, et ils seraient surpris de s'entendre qualifier d'industrie monopoliste. Car ces 50 000 petits pêcheurs utilisent de petits chalutiers, où ils sont entre sept et dix, et ils sont tous associés dans cette exploitation. Le mot "monopole" ne me paraît pas s'appliquer à la situation économique de ces petites gens, de ces braves.

Notre réponse est donc :

- a) Quand il y a situation spéciale, règlement spécial;
- b) Quand il faut protéger des pêcheries, accord nécessaire;
- c) En dehors de ces deux cas, liberté de pêcher, parce que si vous admettez, comme tous les orateurs l'ont fait, qu'il y a encore un principe de liberté de la haute mer, cette liberté a toujours comporté la liberté de pêche.

Alors, me direz-vous, et vous, où est votre esprit de conciliation? (Et je sens cette question monter de cette assemblée.) Notre esprit de conciliation se manifeste par et dans la proposition que, ainsi que je vous l'ai indiqué au début, nous avons l'intention de soutenir. En effet, voici quels seraient les résultats, en ce qui concerne notre position, de l'acceptation à la majorité requise d'une telle proposition :

1) Nous accepterions la fixation de la largeur de la mer territoriale à six milles, et nous renoncerions à notre fidélité traditionnelle à la règle des trois milles, qui est toujours notre limite et que nous n'avons, pour notre part, aucune nécessité de changer. Et comme premier résultat des six milles, nous prévoirions le droit de pêche entre trois et six dans le cas de tous les Etats qui porteraient immédiatement leur limite à six milles;

2) Notre esprit de conciliation nous pousse également à accepter, dans le cadre de ce règlement global, le principe nouveau d'une règle nouvelle des zones contiguës en matière de pêche. J'ai dit tout à l'heure qu'il fallait une règle nouvelle. C'est donc la manifestation d'un changement dans notre position. Et, dans cette zone, nous reconnaissions que l'Etat riverain doit avoir un statut préférentiel - mais non pas exclusif;

3) Le même esprit de compréhension et de conciliation nous ferait accepter enfin que ce qui, jusqu'à aujourd'hui, a été le droit imprescriptible de la liberté de pêcher en haute mer soit limité en faveur de l'Etat riverain, cette limitation apparaissant dans les quantités et les espèces de poissons que nous nous obligerions à pêcher exclusivement, et dans le niveau annuel de la pêche, que nous nous engagerions à respecter;

4) N'oublions pas que notre esprit de conciliation à tous a déjà trouvé un champ d'application : c'est la Troisième Convention de Genève de 1958, où nous avons fait aussi du droit nouveau, car le droit de l'Etat riverain de provoquer des mesures de protection dans les espaces adjacents n'existe pas auparavant, et c'est une façon de protéger, d'une manière importante, les intérêts de l'Etat riverain.

Alors, lorsque vous rassemblez tous ces éléments, je crois qu'il est juste de dire que les Etats qui, comme la France, se présentent en faveur de la proposition des Etats-Unis, ont fait un louable effort de compréhension et de conciliation.

Je voudrais compléter cette analyse par une courte réponse à une critique qui a souvent été faite. Plusieurs délégations ont indiqué que les limitations de pêche entre six et douze milles prévues pour les Etats étrangers étaient ou difficiles ou impossibles à mettre en oeuvre. Là encore, il vaut mieux ne parler que de ce que l'on connaît. Nous avons, en tout et pour tout, en ce qui concerne le Canada, 33 chalutiers français allant pêcher dans les eaux canadiennes. Nous connaissons leurs noms; nous connaissons la date de leur départ des ports; nous connaissons la date de leur retour; nous connaissons la cargaison de pêche qu'ils ramènent chaque fois. Il n'est donc pas difficile de savoir quel est le niveau de pêche de ces bateaux, et c'est d'ailleurs une chose si classique que, dans un autre cas - celui de la Commission internationale pour les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest (il y en a une autre pour le Nord-Est) - des chiffres sont publiés par le siège de la Commission, à Halifax (Canada).

Deux situations sont donc possibles : ou bien il s'agit, comme dans le cas que je viens de citer, d'une pêche organisée, connue par des statistiques qui permettraient la vérification; ce n'est pas un travail différent par nature de celui que font ces conseils internationaux de la pêche. Ou bien, c'est une pêche non organisée, sporadique, limitée sur les côtes d'un autre Etat; mais alors la question est très facile à mettre au point entre ces deux Etats puisque, par hypothèse, l'Etat pêcheur qui ne fait qu'une pêche limitée, sporadique, pour laquelle le besoin de faire des statistiques n'a jamais été éprouvé, ne pourra jamais prétendre que son niveau de pêche est élevé, et il n'inquiétera donc pas l'Etat riverain.

Une dernière raison me paraît justifier un examen plus serein de cette proposition si critiquée. Elle réside dans les préoccupations sociales et humaines qui dominent. Cette proposition fait, ce qui est équitable, un sort égal aux populations de l'Etat riverain et aux populations maritimes de l'Etat pêcheur, sans sacrifier les unes aux autres, et en accordant une protection mesurée aux besoins de chacun.

Pour qu'un véritable esprit de conciliation règne, ne faudrait-il pas assumer d'abord un esprit de compréhension? Prenons sérieusement en considération les réalités auxquelles beaucoup d'orateurs ont fait appel, mais sans les décrire. Ces réalités, je le dis, c'est un monde sans cesse plus peuplé; ce sont des besoins alimentaires sans cesse accrus. Est-ce être réaliste que de croire que ces besoins seront satisfaits par le seul geste de repousser à douze milles une limite de pêche? Une décision de ce genre ne fera pas venir le poisson à l'intérieur de douze milles, et les réalistes, parmi vous, savent que pour beaucoup d'Etats il n'y a pas de poisson ou il y a peu de poisson entre leur rivage et douze milles. N'est-ce pas alors tourner le dos aux réalités que de déclarer comme un principe absolu qu'aucun Etat n'aura jamais le droit de pêcher à moins de douze milles des côtes d'un autre Etat, même si ses besoins alimentaires l'exigeaient?

De même, cette décision ne fera pas naître les pêcheurs ni construire les bateaux dans les pays qui n'en ont pas. Et est-ce être réaliste que d'interdire des pêcheries dans des eaux où l'Etat riverain ne pêche pas?

Les réalités feront éclater tout projet de règlement qui serait fondé sur l'égoïsme de la pure souveraineté de l'Etat. Vous avez raison de penser que l'on ne va pas contre le courant. Mais encore faut-il savoir le sens du courant. Il ne faut pas se tromper sur le courant d'aujourd'hui; il n'est pas en faveur d'un geste théorique d'appropriation de la mer, lorsque cette appropriation est inutile pour les besoins de l'Etat qui y prétend, lorsqu'elle est nuisible aux besoins de la communauté des Etats. Le courant est en faveur d'une pêche toujours développée dans l'intérêt de tous les peuples. Si vous pensez pouvoir négliger cette réalité économique, vous vous apercevrez que l'histoire ne s'écrit pas à reculons.

Mr. SHUKAIRY (Saudi Arabia): In my opening address I have outlined in general terms the fundamental principles that should guide our conference in discharging the highly complex task assigned to us by the United Nations. Since then, a great number of substantial statements were made by different delegations on both questions of the breadth of the territorial sea and the fishing limits, and I include the statement just made by the representative of France. In the meantime, four draft resolutions were introduced by the Soviet Union, Mexico, the United States and Canada and this morning a sixteen-Power draft resolution was introduced based on a twelve-mile delimitation. I should, therefore, beg your leave, Mr. Chairman, to intervene again in this debate not to speak in abstracto, but rather to set out, in a more concrete and definitive manner, the criteria which this conference should take into consideration in appraising the merits and demerits - the pros and cons of these resolutions.

I do so, I humbly submit, because in deciding upon one resolution or the other, the conference, although inherently vested with unfettered discretion, must act judiciously. Discretion is no synonym of an arbitrary action. Our actions should be reasoned, conditioned, and, I would say, anchored upon solid grounds. We cannot seek refuge in the plea that we are sovereign States and that it is our sovereign right to express our preference on this resolution or that one. This position, while essentially valid - yet behind our choice there must be a sovereign judgement. And for a judgement to be sovereign, it must be based upon well considered grounds. Of course, in the problems we are facing there are aspects which are debatable and arguable. But ultimately the dictates of reason, logic and common sense must be our supreme judge. It is true that various conflicting national interests do weigh heavily on our minds and it is equally true that the general interests of the international community have their equal impact too, but the conference, in adopting a resolution, any resolution, cannot fly in the face of the realities of current life, as stated by the representative of France. We cannot and should not ignore the present modern trends in their rush to take their worthy place in the international arena. We should not, indeed we cannot, stop the march of history. We are face to face before new ideas, new interests and, what is more, before new States. The conference, while keeping in mind the interests of the international community, should not betray national interests, particularly those that belong to the emerging nations. I say that the conference should not betray national interests, for, after all, national interests, co-ordinated, compromised and balanced, make in their amalgam the very interests of the civilized community.

Let us see, therefore, how far the resolutions that stand now before the house, meet the requirements, how far they stand the test of reason, logic and common sense, how far they satisfy the progressive development of international law; and finally how far they can strike a balance between our national and international interests.

Fine as these resolutions may be, basically they represent two tendencies, separate and distinct. They stand for two independent schools of thought, underlying two conflicting hypotheses, and aiming at two diametrically opposed solutions. And it is no secret to discover, neither is it a shame to cover, that

the conference falls, at present, into two main divisions - the six milers and the twelve milers - both fighting the battle of the breadth of the territorial sea to the last breath, and both fishing for the best fishing limits.

Deeply entrenched as we are, each behind his limits, we almost know beforehand the outcome of this battle. If we continue to cling to our positions, if we remain stuck to our trenches, and lastly, if we hold steadfastly to our preferences, it shall be a triumph to none but a defeat to all. Nay, I should say it would be a triumph but for disorder and chaos. Should such an inglorious victory be registered, God forbid, all of us in this august body will have to share in this tragic achievement, each contributing according to his conduct and demeanour.

Thus, to avoid such a result, each and every one of us has a duty to discharge and a responsibility to shoulder. Foremost and uppermost, we must be ready with all our will and mind, to relax, to retire, to resign to open-mindedness and receptiveness. To achieve such an objective, we, all of us, must stand prepared to yield and even to surrender. We cannot go on divided, facing each other, adamantly besieged and captured by intransigence.

Instead of pursuing this voyage endlessly and aimlessly in this stormy weather, we have to seek refuge somewhere - to avoid getting nowhere. We must seek a safety harbour wherein our minds do not harbour any conflict, or apprehension or suspicion. And to find our way we must give way. But in what direction and on what basis? Who is to yield to the other? Should the six milers or the twelve milers give way? I for one, representing a twelve miler State, stand now ready to yield. Equally, the six milers must stand ready to yield too.

But this process of yielding could not be effected through tossing or lottery. Nor could it be a dictated capitulation or an arbitrary concession. Let us not yield one to the other, but let us yield to normal standards - standards of reason, logic and common sense.

It is with such an approach in mind, with this preparedness to yield to these common standards that I crave your indulgence to examine not only the six-mile resolutions but the twelve-mile resolutions as well.

I propose to deal first with the United States draft resolution. 51/ This selection on my part is motivated by the sole fact that the United States resolution, to all intents and purposes, represents the main arch for a six-mile limitation with our colleague, Ambassador Dean, as its highly capable architect. The Canadian resolution, 52/ although having a different offshoot, certainly stems from the same trunk; hence an analysis of the United States resolution must of necessity cover a great deal of the position taken by Canada.

51/ Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea, annexes, document A/CONF.19/C.1/L.3.

52/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.4.

In his statement 53/ before the conference on 24 March the Chairman of the United States delegation made a number of assertions of fact and of law in support of the United States resolution. I shall deal with these assertions one by one.

Taking up the assertions of fact first, I propose to refer to the consequences which, in the calculation of the United States, are bound to arise in the wake of a twelve-mile extension.

In brief, the leader of the United States delegation has stressed difficulties of visibility, anchorage, navigation and of air flight.

I submit, Mr. Chairman, that these contentions, on behalf of the United States, to put it mildly and most respectfully, do not hold water. These difficulties, we admit, are there. But they are not characteristic of a twelve-mile limitation, nor are they inherent in such a system. They are there in the six-mile limitation as well. The objections of the United States are applicable to the six-mile limitation with equal validity, and those objections are applicable to the United States resolution. The question is only one of degree. But the difficulties or hardships, call them as you please, are there. They have been planted, so to speak, by nature. These difficulties of which the representative of the United States made great capital, are to be suffered anyhow and anywhere. For at any point off the coast, the meteorological changes and the configurations of the coasts, not under man's control, create the same difficulties. The evidence, should evidence be claimed, is to be found in the great network of installations and aids that are established even within the three-mile limitation.

But this is not the crux of the matter. Our answer to the problems that were raised by the representative of the United States is the very same answer - the eternal answer with which we have confronted the problems of human progress - ever since man has started his journey on this planet. The history of human progress is nothing but an ancient and lengthy record of man's victory and conquest over these difficulties.

It is common knowledge that in every phase, human progress has brought in its wake many problems, which have at times appeared on the surface to be insuperable. Every stride in the advancement of our race was accompanied by difficulties. And never in our history has man been relieved from new burdens attendant to his inventions. For innovation, of whatever dimension and character, must necessarily create maladjustment, sacrifices and injuries, and all those things referred to by the United Kingdom representative in terms of loss and damage.

The industrial revolution, with all its blessings, was not without evils on our social and economic order. Yet we have never advocated that we must arrest our progress in the field of industry. Take mechanized agriculture, with its

53/ Ibid., 4th meeting.

colossal profits and tremendous output. It has brought in its train serious problems in our urban and rural life. But we have never thought for a moment to fall back on our old plows and oxen.

Another illustration, the modern means of transportation that carried all the delegations to this conference with ease, luxury and comfort, had not been achieved without injury to camel carriers and donkey drivers. And still, who would dare in this conference to say that we must retain carriage by camels and donkeys?

Thus, it is no argument to suggest that because of certain difficulties we should not expand our use of the territorial sea, nor should we extend our exploitation of its resources. On the contrary, having advanced in the field of scientific knowledge, in technology and in know-how, we should not be precluded from harnessing our coasts up to twelve miles in the best interests of our peoples - to feed our people, to raise their standard of living, and to alleviate conditions of misery, disease and poverty prevailing all over the world. These evils must be directed to the attention of the representative of France.

There was a time in primitive history when man, faced with difficulties, was unable to make use of one single span of his coasts. These difficulties were not a deterrent. He rose above the challenge. He triumphed over those difficulties; and his domain has started over the sea. Had man's endeavours been thwarted by those difficulties as the United States attempts to convince us to accept, the three milers would not have enjoyed one single iota of their cherished three miles. So let us speak no more of difficulties in this age, when man is scoring his victories day by day.

Nevertheless, these difficulties, financial or technical, to which the representative of the United States has alluded need not be borne by all the States. This is no tax to be levied by hook or crook. The twelve-mile limitation is neither mandatory nor immediate. It is a right - not a duty. It is a discretion, not an obligation. A State can decide for itself in accordance with necessity, capacity and feasibility. A State can choose to fix its breadth at any point up to twelve miles, and has the right to change from time to time its delimitation within that maximum. A twelve-mile limitation is not obligatory, but the right to such a limit must be written into the law of the nations, so that any State can exercise this right, now or at any time to come. But the right must be there.

I turn now to the assertions of law advanced by the representative of the United States - assertions that were upheld by some delegations.

As a matter of fact, the United States proposal has been described as a departure from the three-mile traditional rule and that, should it fail to get the necessary majority, all the three milers would pull back to their old positions.

We wonder, unless it is psychological warfare, why this point should be injected at the present session into our deliberations. This is an attempt to put the clock back, far back behind the march of history. We cannot do this. The conference can rightly feel stunned, if we allow ourselves to be dragged back into a retrograde, when we are assumed to undertake the progressive development of international law, not its retrograde. In the first conference, the three mile limit has been shown to exist no more. We would have preferred never to revert to the point. But unfortunately there was a wild chorus at the present session and I use the word with all respect, to attempt the resurrection of a concept at the present session that, for long, had been lying in its eternal rest.

I say eternal rest, for in its short span of life, this rule had a feeble and anaemic life, torn with dissent, conflict and controversy. At no time had the rule become universally recognized or even tacitly accepted. Just as an illegitimate child it was elevated to its status by adoption, but frequently it was betrayed by those who chose its adoption. At no stage of international affairs, ever since international law became a science, has there been a genuinely acceptable formula for the delimitation of the territorial sea. A three-mile limitation was one, I admit, but not the only one delimitation, neither the maximum limit. In my statements at the first conference, I have traced the different systems of the delimitations adopted by different States. But because this point has been raised at the present session, I have set out in my statement lengthy citations of additional legal authorities. These legal authorities reveal that ever since this Conference of the territorial seas has emerged, there has never been a generally accepted rule of international law delimiting its breadth.

There was a range of diversity of state practice, of treaty precedent and of jurists' writings - and these are the main sources of the law of the nations. No doubt, the three-mile system was there. It was often referred to as a minimum. But there were other limitations of sixty miles, of 100 miles, of four leagues, of three leagues and of two leagues. Of significance to note is that these various limitations were frequently ignored by the very same exponents of those delimitations. It was a state of no law - the non-existence of a rule of international law. So chaotic was the situation that Azuni, a great Italian author, struck with this divergence some two hundred years ago, proposed a conference for the maritime powers to conclude a treaty on the subject. 54/

I have stated the views of this distinguished Italian jurist, I should say in passing, with the full knowledge that my previous reference to Anzilotti, 55/ another eminent Italian jurist, has provoked the sensitivities of the representative of Italy. 56/ In my opening statement I referred to the views of Anzilotti as a treasure of enlightenment not only for Italy but for the world as a whole.

54/ Domenico Alberto Azuni. The Maritime Law of Europe. New York, 1806, vol. I, p. 204.

55/ Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea, 1st meeting.

56/ Ibid., 7th meeting.

Those views are to be found in Oppenheim on International Law, Volume I, eighth edition, page 490, Footnote 2, wherein it is stated that "Anzilotti ... considers that no rule of international law has been developed to take the place of the abandoned shore batteries rule". And this is what I have recited in my first statement word for word.

Hence the charge of lack of fidelity, dashed by the representative of Italy, itself lacks fidelity. I owe this explanation to the representative of Italy although his reference to my statement was a marked departure from the rules of behaviour and courtesy which are so universally recognized in international conferences. But this is not the end of it with regard to Anzilotti.

The representative of France made an indirect reference to the conclusions I have drawn with regard to Anzilotti. He has submitted a convention to the conference. The least I can say about that is that it is in direct violation of French State practice, to writings of French jurists and to French statements in the text books. I do not want to go along with our colleague from France whose equal, with his usual ability and eloquence, I am not. He is a great jurist and reader of international law, and I think we have equal standings on this.

But what is the position with regard to the French policy concerning due limitation of the breadth of the territorial sea? He has referred to my conclusions with a great deal of courtesy, and for this I think he must be admired. But I wonder, if I may refresh his memory with French sources, whether he would still cling to his position with regard to the contentions and assertions he made on the delimitation of the territorial sea. I shall not take much of your time, but let me remind our colleague from France, that in 1761 - as far back as that, from the date of the convening of the 1958 Conference, of the Hague Conference and of this Conference too - in 1761 there was a great French jurist named Valin, who was the King's advocate at Rochelle, France, and who declared in his commentary on the marine laws of France - he was not referring to the national law but to the marine laws of France - and I quote

"As far as the distance of two leagues, the sea is the dominion of the sovereign of the neighbouring coast". 57/

Our colleague from France may think that this is only a portion of the quotation from the great French jurist. Mr. Valin continued:

"The advocates that this dominion of the sea could be extended for purposes of jurisdiction and fisheries," - the problem for which he has made a great resurrection of the so-called historic rights - "to a greater distance by particular treaties." 58/

57/ René Josué Valin: Noveau commentaire sur l'ordonnance de la marine du mois d'août, 1681. La Rochelle, 1766, Tome Second, p. 688.

58/ Ibid., p. 688.

Where are those contentions and assertions put forward by the representative of France compared to the writings of this great French jurist 200 years ago? I am not anticipating here our conflict here in the conference, but just stating what are the marine laws of France.

In 1783, Emerigon, in his Traité des Assurances, ^{59/} and perhaps the representative of France will forgive my French pronunciation, in his great work and Merlin, in his article "Mer" of 1777, two distinguished French writers on Maritime Law, have advocated a limitation of two leagues.

In 1894, at its meeting in Paris, the Institute of International Law, which included a diversity of opinion of great French jurists, resolved ^{60/} - and this resolution is equal in validity and dignity to any resolution that may be adopted by this Conference or any international conference - that territorial water should be extended to six marine miles, and that in time of war a neutral State might fix a neutral zone beyond the six miles as far as the range of a cannon shot. That is another zone. We are speaking of differnt zones here in this conference. We have a fishing zone and we have a contiguous zone and we have some other different concepts of zones, the same idea as that obtaining in the minds of the Conference in Paris, thinking of a zone beyond the six miles.

For all intents and purposes, whatever the distinguished jurists of France may say, it might be said that these are jurists and jurists sometimes have opinions that are arguable and debatable. There are always both sides.

Perhaps it might be thought that under international law you can now do anything. Well, let us proceed for a moment to see what is the official stand of France as a State. Let us set aside the views and opinions of the jurists on this question.

In its negotiations with Denmark in September 1691, France had proposed through a communication addressed by the French Minister de la marine - this is not just a petty official of France who was responsible for certain questions on marine law; this is the Minister of Marine himself, the sole authority on the subject - a two-league limit for the Norwegian coast up to Trondhjem and a longer extent for Jutland. That is, two leagues for one zone and much more for another zone. This is an official stand taken by a responsible minister in the French Cabinet.

There is another official stand taken by France, and this time by the Minister of Foreign Affairs because it might be said that the Minister of the Marine is not a political figure so he can talk how he likes or in the way how he understands. This is a pronouncement which has been made by the Minister of Foreign Affairs.

^{59/} Balthazard-Marie Emerigon, Traité des assurances et de Contrats à la grosse, Marseille, 1783, Tome Premier, p. 448.

^{60/} Annuaire de l'Institut de droit international, Treizième Vol., Paris 1894, p. 329.

In 1864, in the well-known case of the Alabama, in a controversy with the United States, the French Minister of Foreign Affairs, in an interview with the Minister of the United States, stated that "the distance to which neutral right ... extended ... from the coast was unsettled". It was unsettled law in 1864. Continuing further, he said: "that the reason of the old rules which assumed that three miles was the outermost reach of a cannon shot no longer existed...". The reason for the three-mile limitation no longer existed.

In order that my conclusions may not be criticized on any ground, I would refer our colleagues to check with me on this last quotation which our French colleague may find in Moore's Digest of International Law. 61/

I refer back again to the representative of Italy. Be that as it may, this proposal to hold a conference - and I again should like to base myself on the writings of the Italian jurist, by Azuni was made in the year 1795. We come here in 1960 to claim here in the conference that the three-mile limitation is a rule of law now in existence.

In support of such a claim the Chairman of the United Kingdom delegation, in his statement before the Conference, has stressed this point from another angle. 62/ In his opinion the holding of this Conference would be meaningless if international law already recognized a twelve-mile limitation. He went further to say "we should not be here if that were the case". I do not intend to enter into a legal argument with the Chairman of the United Kingdom delegation and take advantage of his being a layman in the field of law, as he himself confessed. His deputy, Sir Gerald Fitzmaurice, the great jurist of the United Kingdom, is the right man with whom one can argue on this matter. Yet the leader of the United Kingdom delegation has employed an enticing argument when he stated that "we should not be here if a twelve-mile limitation was a rule of law. No doubt, this is a clever argument, but I am afraid not exceedingly clever. For in the same tenor we can say "had the three-mile limit been a recognized law we should not be here". This is how the British contention is being defeated by the British argument itself.

For this three-mile limit there is one other aspect underlying the United States resolution which cannot be left unexamined. In his statement to the Conference, our colleague of the United States has declared that "the United States adheres, has always adhered to this limit and for this reason shall continue to do so if there is no agreement reached here". 63/

61/ Moore - International Law Digest, vol. I, p. 723.

62/ Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea, 6th meeting.

63/ Ibid., 4th meeting.

No doubt, this is a very serious declaration coming from a leading Power like the United States, and from an able and outstanding personality as the Chairman of the delegation of the United States. Should it be well substantiated, such a statement would, no doubt, carry great weight in support of the resolution of the United States. Surely it must influence our thinking and our voting, if we are to think and vote guided by facts and facts only. I would go even further to say that, should the assertions of our colleague of the United States prove to be facts and nothing but facts, I would humbly submit that the resolution of the United States 64/ deserves to be carried not by a majority but unanimously. I, for one, as a twelve miler would, then, be prepared to divorce my position and advocate the adoption of the United States resolution or its twin, for that matter, the Canadian resolution. 65/

So let us pause for a moment to examine the facts. Here again you will read in my statement, which will be distributed, a lengthy list of official declarations on State practice, from the archives of the United States itself. These reveal, without any shred of doubt, that at best the three-mile limit is only one formula. Moreover, they go to show that, on the strength of United States Official documents, the three-mile limit is not at present a rule of law, and that there has never been any fixed breadth of territorial sea. The events which I have cited, and which you will find in this statement, have shown that the territorial sea was drowned in an ocean of diversity, ambiguity and non-conformity. They show, further, that the United States did not have a territorial sea: in fact, it had a territorial ocean.

(Following is the list of cases, cited by Mr. Shukairy in a text circulated to delegates.)

In the case of Church v. Hubbart of 1804, the Supreme Court of the United States declared that a State may extend its protecting measures in the territorial sea as far as the circumstances reasonably make it necessary.

In a dispatch, dated 17 May 1806, to the United States plenipotentiaries in London, the Secretary of State, referring to the neutrality zone, declared as follows: "In defending this distance, it would not be perhaps unreasonable considering the extent of the United States, the shoalness of their coast, and the natural indication furnished by the well defined path of the Gulf Stream, to expect an immunity for the space between that limit and the American shore. But at least it may be insisted that the extent of the neutral immunity should correspond with the claims (of four leagues) maintained by Great Britain around her territory..."

In 1807, the President of the United States was authorized to cause a survey to be taken of "the coasts of the United States within twenty leagues - sixty nautical miles".

64/ Ibid., annexes, document A/CONF.19/C.1/L.3.

65/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.4.

Sections 2760, 2867 and 3067 of the Revised United States Statutes fix the limit of jurisdiction of customs offices at twelve nautical miles.

In a memorandum dated 16 December 1862, addressed to Spain, the Secretary of State of the United States said as follows: "This limit (the three mile limit) was early proposed by publicists of all maritime nations - while it is not now insisted that all nations have accepted or acquiesced and bound themselves to abide by this rule when applied to themselves...". The Secretary of State went on to remark that "if any state has succeeded in fixing for itself a larger limit, this has been done by the exercise of maritime power and constitutes an exception...".

One year later, on 10 August 1863, referring again to the same matter in a communication addressed to Spain, the Secretary of State states as follows: "(Spain) insists that this principle (the three mile) has its exceptions and that some states, and among them the United States, habitually claim and exercise a wider jurisdiction; while this fact is cheerfully admitted, it does not seem ... conclusive in favour of the claim of Spain". I invite your attention to this phrase wherein the Secretary of State cheerfully admits that the United States habitually claims and exercises a wider limit.

In a note to the British chargé dated 16 September 1864, the Secretary of State of the United States, referring to the Spanish argument "that the modern improvement in gunnery renders the ancient limit of a maritime league inadequate", stated as follows: "The United States, adhering in war, no less than when they were in the enjoyment of peace, to their traditional liberality towards neutral rights, are not unwilling to come to an understanding upon the novel question which has thus been raised in consequence of the improvement of gunnery".

In 1874, in the course of negotiations between the United States and Spain, Germany, Austria, Italy, Holland and Belgium for the regulations of fisheries in the Sound, it was declared that if the coastal sea was to be limited by international conventions, four miles must be the minimum breadth.

In the treaty between the United States and Mexico dated 2 February 1848, 66/ it was declared that in the Gulf of Mexico the boundary line between the two countries shall be nine miles from the coast.

In a statement dated 15 February 1896, the United States declared "this government would not be indisposed to reach an accord by which the territorial jurisdiction of a state bounded by the coast should henceforth extend six nautical miles".

66/ Treaties and Conventions between the United States and other Powers,
vol. I, p. 1107.

Chancellor Kent asserted that, considering the long line of American coasts, the United States might claim control of the waters included within lines stretching from Cape Ann to Cape Cod, from Nantucket to Montauk Point and to the capes of Delaware, and from the South Cape of Florida to the Mississippi: thus embracing a great body of water which can rightly be termed, not the territorial sea of the United States, but its territorial ocean.

In 1915, Secretary of State Mr. Lansing, in dealing with the question of the territorial waters, took note that "there are certain reasons brought forward from time to time in the discussion of this question and advanced by writers on international law, why the maritime nations might deem the way clear to extend ... this limit of three miles in view of the great improvement in gunnery and of the extended distance to which the rights of nations could be defended."

These are only a few excerpts from the archives of the United States on this matter. They reveal without any shred of doubt that at best the three-mile limit is only one formula of many - many measurements of the breadth of the territorial sea. Moreover, they go to show that on the strength of United States official documents there is not at present, and there has never been any fixed breadth of the territorial sea. The events that I have quoted have shown that the territorial sea was drowned in an ocean of diversity, ambiguity and non-conformity.

We do realize, however, that the official pronouncements of the United States are not binding on the Conference. But they do bind the United States and should gear its resolution. And under the rules of consistency and estoppel, neither the United States assertions nor the United States resolution can be entertained in this Conference.

(Mr. Shukairy's oral statement now resumes.)

It seems, however, that with his vast knowledge of the conflicting positions of the United States on this matter, Ambassador Dean, with a great deal of ability, has chosen to single out one, and only one, era as a basis for his stand on the three-mile delimitation. In introducing his draft resolution to the Conference, our United States colleague has invited our attention to the fact that it was Thomas Jefferson who in 1791 had fixed a three-mile limitation. That is the position of the United States. Thus, it is only fair that we judge this United States position on the very ground chosen by the chairman of the United States delegation himself. Let us see how far Thomas Jefferson can be of help to the United States draft resolution.

Tiny as the point may be, I venture to correct by pointing out that Thomas Jefferson took no position on the matter in 1791. I would ask our United States colleague to be good enough to correct my correction should he wish to do so. It was at the outbreak of war between the United Kingdom and France in 1793, and not in 1791, that Mr. Jefferson took for the first time a position - on the definite instructions of President Washington. And because this has been the selected source of the United States, I shall recite the statement of Jefferson on the

matter. I must place it before the Conference in toto. Addressing himself to the British and French Ministers, Thomas Jefferson stated:

"The President of the United States, thinking that, before it shall be finally decided" -

Please note, "finally decided" -

"to what distance from our sea shores the territorial protection of the United States shall be exercised, it will be proper to enter into friendly conferences and explanations with the Powers chiefly interested in the navigation of the seas on our coasts, and relying that convenient occasions may be taken for these hereafter, finds it necessary in the meantime to fix provisionally" -

Again, please note, "to fix provisionally" -

"on some distance for the present government of these questions. You are sensible" -

This question of sensibility is addressed to the French and British Ministers -

"that very different opinions and claims have been heretofore advanced on this subject. The greatest distance to which any respectable assent" -

Please note, "assent" with regard to the greatest distance -

"among nations has been at anytime given, has been the extent of the human sight, estimated at upwards of twenty miles;" -

This is the assent of nations recognized by Thomas Jefferson, conveying the instructions of President Washington -

"and the smallest distance, I believe, claimed by any nation whatever, is the utmost range of a canon ball, usually stated at one sea league". -

That is the three-mile rule -

"Some intermediate distances have also been insisted on, and that of three sea leagues has some authority in its favour." -

Referring to nine miles as having "authority in its favour" -

"The character of our coast, remarkable in considerable parts of it for admitting no vessels of size to pass near the shores, would entitle us, in reason, to as broad a margin of protected navigation as any nation whatever." -

Presumably the maximum referred to, which was calculated to be upwards of twenty miles. This is the greatest claimed by any nation.

The President, after reserving the ultimate extent for future deliberations, sets out "for the present" the distance of "one sea league or three geographical miles from the sea shores".

Therefore it becomes abundantly obvious that the statement of Thomas Jefferson does in fact demolish the case of the United States as presented in the United States draft resolution. We are grateful to our United States colleague for having invited our attention to that admirable statement of Thomas Jefferson because it simply supports the position taken by the twelve-milers and all the draft resolutions based on a twelve-mile delimitation.

Thomas Jefferson seems to live, to argue, to advocate with us in this Conference, pleading for all draft resolutions based on twelve miles. The position he explained in 1793 is the same position that prevails in the Conference now in 1960. Thomas Jefferson spoke of a friendly conference. We are now in a Conference - friendly we wish it to be. He spoke of the law being unsettled, and that is why we met in the past at The Hague, why we meet at present in Geneva, and why we might perhaps meet in the future. Thomas Jefferson enumerated the extent of territorial sea to be three miles, nine miles and twenty miles, and the draft resolutions for a twelve-mile maximum is a modest incarnation of his calculation. We should not take it as an irony that Thomas Jefferson can rightly be considered as a co-sponsor of the draft resolution of the Soviet Union 67/ - or, better still, as a co-sponsor of the fifteen-Power draft resolution 68/ should the Soviet Union draft resolution prove to be red, or too red, to be accepted or sponsored.

One major aspect, however, should not escape our attention. It is one of an organic and constitutional character, and I beg indulgence to give it careful consideration.

We are not meeting here just on our own initiative. This is a United Nations Conference, constituted by a United Nations resolution. We are not left to our discretion, wise and judicious as it may be, but we are provided with the necessary directives from the General Assembly. In paragraph 2 of the operative part of its resolution, the General Assembly decided that

"... an international conference of plenipotentiaries should be convoked to examine the law of the sea, taking account not only of the legal but also of the technical, biological, economic and political aspects of the problem ...". 69/

67/ Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea, annexes, document A/CONF.19/C.1/L.1.

68/ Ibid., document A/CONF.19/C.1/L.6.

69/ General Assembly resolution 1105 (XI) of 21 February 1957.

Thus a draft resolution, any draft resolution, before this Conference must take into account not only the legal but, inter alia, the economic and political aspects of the problem. The legal aspects have been shown on the side of the twelve milers' draft resolutions. What about the economic and political aspects? A resolution by this Conference on the matter would be ultra vires the United Nations resolution, if it did not take full account of the economic and political considerations.

Of all the representatives in this Conference, Mr. Hare, the leader of the United Kingdom delegation, was head and shoulders above the rest of us in treating these matters with frankness and clarity, and we admire that. Leaving the legal matters to his deputy, Sir Gerald, 70/ the head of the United Kingdom delegation has elaborated in detail the political, the economic and the security aspects of the matter. 71/ Let us examine in brief his contention before we make a snap judgement.

Starting with the political aspect I must say outright that, whatever delimitation we might advocate, I humbly submit that such a delimitation is not and never was the making of nations. At its advent, and for centuries later, such delimitation was nothing more than the will of one or two emperors, with one or two little monarchs. At that time there was no family of nations. The sovereigns of the day, who are described in text books as the principal maritime Powers, have delineated their coasts and our coasts. But, by a rough calculation, our coasts mean at the present time the coasts of no fewer than seventy States, now fully independent and fully sovereign and well represented here at the Conference.

As an illustration, take Africa and Asia, the most ancient continents of the world, which contain the greatest concentration of peoples, and whose shores are washed by all oceans and all seas. Who has delineated their coasts? Not a single African or a single Asian. When a delimitation was established for these coasts, Africa and Asia were nothing more than terms of geography. At that time there was no African or Asian statehood, and indeed no African or Asian personality. Fortunately for humanity, the situation has changed. In the Conference of The Hague there were forty-two States represented. At this Conference - and I am only counting States to which we extend recognition - the number now represented here has risen to eighty-seven, and there are a handful of other States not participating in the Conference, all of which are part of the totality of the States of the world. But to become part of the law of nations, a rule of law must be made by the nations themselves - not by their rulers, their emperors, their sovereigns and their monarchs of mediaeval ages. Agreement of the maritime powers is not law, although this agreement has always been agreement to disagree.

All this goes to explain why we, the new nations in Asia, Africa, Latin America and in Europe, are striving to set the limit of our territorial sea at twelve miles. Now that we have achieved our freedom, we simply reject the delimitations that were made, on our behalf, in our absence and when our land and sea were subject to foreign domination. We have emancipated our land, and the time has come to emancipate our sea.

70/ Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea, 11th meeting.

71/ Ibid., 6th meeting.

With regard to the question of security, the representative of the United Kingdom, in an attempt to support the United States draft resolution, made assertions of a serious character. He claimed that security based on the extension of the territorial sea is a misconception - although I would say it is a misconception on his part to describe it as a misconception; that in the modern conditions of warfare a wide belt of water is not a suit of armour - which is a beautiful simile, in a figurative sense; and lastly, that a wider limit is costly and difficult to control.

These assertions are neither valid nor, I would say, with all due respect, relevant. At least they are not called for. Each State is best able to judge its own interests. It is only proper that we should not be told here how our interests can be served and how best our security can be secured. This is a Conference of States, fully sovereign and fully independent, and, I suppose, fully conscious of their security. We are under the mandate of none, and no State represented in the Conference is under a system of trusteeship. Those who were Administering or Mandatory Powers should be reminded - and this is just a modest reminder - that these systems have been liquidated, and liquidated for ever. That past is past, and this language of tutelage should not be spoken in this Conference, and should never be spoken anywhere any more.

Yet even as innocent advice - there may be innocent advice that could be extended to the delegations in the Conference - on the part of the United Kingdom, such words, I believe, are hardly consistent with deeds. It is no military secret that the United Kingdom has always considered its defence to be not within its territory, whether land or sea, but in Europe, in Africa and in Asia too. Is it too much, therefore, for the small States to seek their security, not far and wide in Europe, Asia and Africa, but within their coastal sea?

In the last Cyprus talks held in London, the conference broke down on one question and one question only - the area of the British military base; how wide should it be? I repeat, "How wide" - we are speaking about the width of the territorial sea, mind you, gentlemen - "should the military base be in Cyprus?" And the United Kingdom representative claims from this rostrum that a wider territorial sea is not a suit of armour.

I only plead this, gentlemen. Before we make such pronouncements, let us not be forgetful of our deeds, let us be consistent and thoughtful, and, what is more, let us preach what we practise. When we claim a wider area for a military base in Cyprus, it is not too ambitious for the small States to claim a wider territorial sea - their own sea, not other areas or other seas.

It must be noted, however, that national security is not the only merit in a wider territorial sea, and to this point I invite the attention of the Conference. A wider territorial sea is a wider zone of international security and safety. The territorial sea is a belt of peace in time of war. The reason is obvious. Belligerent States cannot conduct any military operations within the territorial

seas of other States - neither the battleships on the surface, the submarine beneath, nor the jet fighters above. In time of war the high seas are the battlefield of military operations. Thus a twelve-mile limitation expands the area of peace and contracts the area of war, while a six-mile limitation expands the area of war and contracts the area of peace. Is this not sufficient to support a twelve-mile draft resolution and defeat a six-mile draft resolution if we really stand for peace, against war and against the untold miseries of war?

I turn last to deal with the economic aspects, namely, merchant shipping and fishing.

With regard to shipping, the representative of the United Kingdom spoke at length on the heavy loss, sacrifice and damage that would accrue from a twelve-mile limitation. Even a six-mile limit, he said, would involve a great sacrifice to the United Kingdom.

This is not a novel argument. It may be novel as far as this Conference is concerned, but at the Hague conference, just thirty years ago, Sir Maurice Gwyer, the British representative, pointed out that the three-mile delimitation was being supported by "maritime nations possessing eighty per cent of the world's effective tonnage" - those are the three-milers in the words of the British representative in 1930. I do not desire to deal at length with this point, for a number of colleagues have successfully elaborated the matter. But I cannot resist the feeling that such terms of loss, damage and sacrifice, as employed in the United Kingdom statement, convey the assumption that the United Kingdom and other States with similar feelings are the owners of the High Seas. You can only complain of a sacrifice when you forgo a thing you own. Listening to this British pleading, in terms of sacrifice, damages and loss, I thought I was reading Sir John Borroughs, in his book on international law entitled: "The sovereignty of British seas, proved by records, history and the municipal laws of this kingdom". But now the British seas are gone, and their records and history are gone. The high seas, now, are for all and it is for all to define the high seas.

Yet, to those who complain of sacrifice, I seriously address the question, "Have the high seas ever been defined - even delineated?" We speak frequently and loudly of the high seas, of the freedom of navigation and of other similar slogans - but is there a generally acceptable delimitation of the high seas? We simply know them to be high - that is away from the coastal sea - and that is all. But where the high seas begin and where the territorial sea ends - nobody knows. There is no settled law. There is no fixed delimitation. Had there been a settled law, and a fixed delimitation of the high seas, to borrow the words of the leader of the United Kingdom delegation, we should not be here in the Conference.

On the question of fishing the chairman of the United Kingdom delegation, as a Minister of Fisheries himself - and this is very informative and illuminating to point out - had many important things to say to us with regard to fisheries. In support of the United States draft resolution he stated, inter alia, that distant-water British fishermen supply the British with the most of the fish they

eat, that they bring home more than half the total catch of fish, that large numbers of British fishermen and their families are dependent on fishing industry, and that the loss of that fish would be a cruel blow to the British economy. This is the British case. Put in the present context the British case is simply fishing for fishing.

These facts adduced on behalf of the United Kingdom could not be denied. We are prepared to admit them but do they provide valid arguments against the coastal States? In the course of the dismemberment of the British Empire, Great Britain no doubt suffered immensely. But these losses were no argument against or impediment to the independence of the components of the British Empire. The members of the British Empire became independent, and Great Britain has remarkably - and this is a source of pride and admiration - adapted itself to the new situation.

In the same manner Great Britain, as a fishing State, will have to adjust itself to this situation, namely, the emergence of the coastal States asserting exclusive fishing rights within their coastal seas. Of course, with good will there is every room for a free co-operation between the fishing States and the coastal States. The coastal States possess the fish within their territorial sea, and the fishing States have the experience and the equipment. This is a new avenue of international co-operation to which I invite the attention of our colleague from France. This is no destruction of food or food production. This is a new avenue of international co-operation between fishing States and coastal States. The question is neither one of monopoly on the part of the fishing States nor one of selfishness and egoism on the part of the coastal States, as our colleague from France attempted to maintain. There are other national resources in different parts of the world which are being exploited in this manner. Surely one could think of many other ways, within the United Nations or without.

But one thing must be certain. There should be no more fishing fleets within the waters of the coastal States without the explicit agreement of those coastal States. The Chairman of the United Kingdom delegation has said that distant-water fishing has nothing to do with imperialism or colonialism. I never have wished in this Conference to refer to this matter from this angle of colonialism or imperialism, lest it be charged as is sometimes the case, that we seek this rostrum in order to bring up colonial questions of colonial issues. That was not our intention at all. We cannot agree with the representative of the United Kingdom. I must declare in the most sincere and unequivocal terms that this sort of distant-water fishing is mostly - and I must emphasize "mostly", because there are certain exceptions of which we know - a relic of imperialism and colonialism, and as such should continue no more. I do not want to deal at length with the point. Suffice it to say that if we were to trace back distant-water fishing in its history we would find its origin mostly to be rooted with the empire system - with foreign domination. The reason is crystal clear. Because our countries were dominated, our coasts were dominated, and our fisheries became dominated too. Should any evidence be required, one fact outstanding here in the Conference can be recalled, and can be recalled with all dignity, respect and courtesy. The

evidence is simply the presence in our midst of the Chairman of the United Kingdom delegation, as a Minister of Fisheries. Most of us do not have ministers of fisheries, precisely because we are deprived of our fisheries. To have ministers for fisheries we must regain our fisheries, and that is what we are striving to do. I hope that will not be embarrassing to our colleague as Minister of Fisheries. He will still keep his post in the Cabinet.

Yet let no one be under any misconception. It is not in a spirit of ill feeling, or selfishness that I refer to our fisheries. The coastal peoples, particularly those of under-developed countries, do not breathe malice or vengeance. They simply want to eat. They are suffering in want. It is only human that they must eat their fish - and I would stress this to our colleague from France - the fish of their coastal waters. Their fish is caught, but not by them. It is transported overseas, it is canned, and finally it is retransported to our markets. All these operations are not carried on by us. They are carried on by others. What a long and costly process. We are devoid of the equity, on which we have heard resounding words and declarations. You catch my fish from coasts, you transport it in your fleets, you can it in your factories, you carry it again in your fleets to be exported to my country, and the only thing I have to do is to pay the bill - and how heavy the bill is.

But why should not the coastal peoples catch their own fish, eat it, preserve it, and make of it an industry and a national income too? And with the co-operation of the fishing States too.

The representative of the United Kingdom has condemned the Canadian draft resolution 72/ for its injustice in depriving the fishing States of their so-called rights. Before we speak of injustice, let us do justice, and when we seek equity let us come to do so with clean hands.

Is it an act of justice to meet the demands of fishermen and their families, whose lives, no doubt, are very dear to us, and ignore the outcry of millions of people - whole peoples all around the world - in their quest for economic development, in their struggle for social betterment and, finally, in their hunger, their starving for food which lies within only a few miles of their coasts?

In the final analysis it is the human factor, among others, which must ultimately influence our course of action here in the Conference. A resolution for a twelve-mile territorial sea, far more than any other resolution, is consistent not only with State practice, with State security and with political and psychological considerations, but with the needs and interests of humanity that should prevail, high and supreme, transcending all other considerations.

In conclusion, let me declare with all the emphasis I have at my command that our position in favour of a twelve-mile limitation is not motivated by any desire to inflict injury or hardship upon anyone. In all earnestness our

72/ Ibid., annexes, document A/CONF.19/C.1/L.4

position is based, first and last, upon vital interests of paramount importance - interests that fall within the ambit of international demands as recognized under the law of nations. From this rostrum a number of delegations have explained the interests of their peoples, relating their origin to geography or to history. For our part, we of the Arab States can legitimately trace back our interests to both - geography and history. Ancient as they are, our coasts are enormous and diversified. In no metaphor, they embrace the heart of world communications. Continuous and uninterrupted, our shores start from the Atlantic on the west and extend through Gibraltar, into the southern and eastern Mediterranean, marking the coasts of Morocco, Algeria, Tunisia, Libya, the United Arab Republic and Lebanon, as well as the entirety of the coasts of Palestine - gemmed with the ports of the Holy Land, Acre, Haifa, Jaffa and Gaza. From the Suez port, Arab coasts resume their stream into the Red Sea, leaving the Gulf of Aqaba with its closed waters under the exclusive jurisdiction of Saudi Arabia, the United Arab Republic and Jordan. From the Red Sea, Arab coasts continue further to extend into the Arab Sea, through Bab Al Mandab, and, touching the Indian Ocean, they run right through the Gulf of Oman up to the Persian Gulf.

Thus our stake in this Conference is immeasurably colossal. Discarding military considerations and military strength, Arab interests in their aggregate are no less vital than those of any of the great Powers represented here in the Conference.

Nevertheless, our national interests are not our only source of inspiration. We are not unmindful of the interests of the civilized community. But it is our sincere conviction that our position is supported by law and does meet the needs of the international community. This by itself is sufficient to explain why we stand where we stand.

Sr. GARCIA ROBLES (Méjico): Señor Presidente, trataré de no hacerlo quedar mal y de hacer que mi intervención sea breve. Si el volumen de esto parece un tanto impresionante, sólo pienso leer unas cuantas líneas de él.

Como recordarán los señores representantes, el representante de Ceilán dijo en la 15a. sesión, anteayer en la mañana, lo que en el acta respectiva se encuentra resumido así: "Señala el orador que el representante de México se ha referido a varios tratados concertados por su país con otros, entre ellos, los Estados Unidos de América y el Reino Unido, en los que el límite del mar territorial se fija en tres leguas marinas".

"Confía en que los representantes de los dos países últimamente mencionados expliquen cómo es posible compaginar el reconocimiento de un mar territorial de nueve millas en dichos tratados bilaterales con su actitud presente, según la cual la anchura máxima del mar territorial no deberá exceder de seis millas."

El representante de Francia, por razones que ignoro, ha creído oportuno dar respuesta a la pregunta que, de acuerdo con el acta respectiva, estaba dirigida a otro, pero de todos modos, quedó reconocido al eminente Dr. Gross por haber citado aquí el texto francés del tratado correspondiente.

Yo había dado ya las referencias bibliográficas en mi intervención del 31 de marzo 73/ respecto a donde podían consultarse los textos en español de todos los tratados; en el Apéndice del libro "La Conferencia de Ginebra y la anchura del mar territorial". También mencioné donde podía consultárselas en inglés, es decir, las páginas 745 a 777 de la obra preparada por la Secretaría de las Naciones Unidas, Laws and Regulations on the Regime of the Territorial Sea 74/. Ahora tenemos ya, además, la cita francesa, aun cuando falte un tercer párrafo al que me referiré después.

Veamos que fue lo que yo dije en mi intervención para ver a continuación si lo que ha expresado el representante de Francia invalidan, en alguna forma, mis afirmaciones. Dije lo siguiente, y en la página 3 del texto mimeografiado que se distribuyó puede confirmarse la exactitud de lo que voy a citar.

Dije que en un período que comienza hace más de un siglo y que va de 1848 a 1908, "Méjico concertó nada menos que trece tratados bilaterales en los que se convino reconocer a su mar territorial una anchura de tres leguas o sea, nueve millas marinas en siete casos, y de 20 kilómetros en seis casos". Que de esos tratados "cinco continúan en vigor" y a continuación los cité.

Dije también que "todos esos tratados - y esto se encuentra en la página 4 - reconocen expresamente, según puede verse en el texto de sus disposiciones

73/ Documentos Oficiales de la Segunda Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, 10a. sesión.

74/ Publicación de las Naciones Unidas, No. de Venta: 1957.V.2.

pertinentes, como extensión o anchura del mar territorial de las Partes Contratantes, o bien nueve millas marinas, o bien 20 kilómetros".

También expresé - y esto se halla en la página 5 - que esos tratados "se adelantan considerablemente a la época en que fueron firmados, en la que estaba lejos de llegarse a la precisión de que se habla en la definición de las zonas adyacentes a las costas, conseguida finalmente en la Conferencia de La Haya, se refieren al mar territorial tal como hoy lo entendemos ya que es indudable que en todos ellos queda plenamente reconocida la soberanía del Estado ribereño sobre dicho mar".

Finalmente, me referí al hecho de que varios de los tratados - si se quisiera la cita con exactitud son nueve, de los trece - "tenían una autolimitación que las Partes Contratantes se imponían sobre bases de reciprocidad".

Así, por ejemplo, en la misma página 5 dijo lo siguiente: "Los Tratados con Alemania, con el Reino de Suecia y Noruega, y con la Gran Bretaña, si bien es cierto que se refieren únicamente al mar territorial, es obvio que ese mar no podría entenderse sino como aquél en el que el Estado ejerce todos los atributos de su soberanía, pues de otro modo resultaría inexplicable la autolimitación en que a continuación convienen las Partes Contratantes en el sentido de no aplicar los límites citados sobre la base de reciprocidad sino para el ejercicio de determinada competencia estatal como, por ejemplo, las relativas a la vigilancia y aplicación de los reglamentos de aduana".

Señor Presidente, sostengo que en español, en inglés o en francés, el texto del Tratado entre México y Francia hace eso exactamente. Primero, reconoce plenamente la soberanía de las Partes Contratantes sobre la distancia. En este caso son 20 kilómetros. Y creo que lo podemos leer, y los señores representantes pueden juzgar por sí mismos. ¿Qué dice el Tratado?

"Las Partes Contratantes convienen en considerar como límite de la soberanía territorial, como límite de la soberanía territorial - repito - en sus costas respectivas, la distancia de 20 kilómetros a contar desde la línea de la marea más baja."

Una vez establecido este principio general, una vez establecido en una forma categórica, las Partes pasan a continuación a fijar aquella autolimitación en la que han convenido también.

Y sigue el Tratado: "Sin embargo, esta regla será aplicada únicamente al ejercicio del registro de la aduana, para la ejecución de las ordenanzas aduanales y para las prevenciones sobre el contrabando, pero de ninguna manera tendrá aplicación en todas las demás cuestiones de derecho marítimo internacional".

Y lo de la reciprocidad, sobre la que está basada esta autolimitación queda bien claro con el siguiente párrafo del propio artículo, que dice lo siguiente: "Queda igualmente entendido que cada una de las Partes Contratantes no aplicará

la referida extensión de límites de la soberanía a los barcos de la otra Parte Contratante, sino en el caso de que esa Parte Contratante proceda de la misma manera respecto de los barcos de las otras naciones con las cuales tiene tratados de comercio y de navegación".

Para terminar, repetiré únicamente - para que ello no se olvide y no exista confusión - que de los trece tratados, cinco están en vigor. Que de los que están en vigor, o sea, dos con los Estados Unidos, uno con Guatemala, uno con Ecuador y uno con la República Dominicana, cuatro no contienen autolimitación ninguna. Es el establecimiento de la soberanía plena como - para no citar sino el caso más antiguo - el de los Estados Unidos, el artículo 5 del Tratado de Guadalupe de 1848 estipula, lisa y llanamente "la línea divisoria entre las dos Repúblicas comenzará en el Golfo de México, tres leguas fuera de tierra, frente a la desembocadura del Río Grande". Ahí no hay limitación alguna, ni en el segundo Tratado de 1853, ni tampoco en el Tratado con Guatemala o en el Tratado con Ecuador.

M. GRCS (France) : Quelques secondes suffiront pour expliquer la raison pour laquelle j'ai demandé la parole. Mon éminent collègue du Mexique, il m'a semblé, m'a reproché d'avoir cité un texte français. Je regrette de rappeler que c'est le texte authentique du traité, tel qu'il se trouve dans le Recueil des traités de Martens. C'est le texte dans lequel le traité a été conclu et signé.

Quant au contenu du traité, je l'ai lu tel qu'il se trouve dans ce recueil de textes. Mon éminent collègue n'en a pas la même interprétation. C'est son droit absolu. Mais je voudrais dire que je maintiens la mienne et qu'une fois encore, si l'on veut commenter ce traité, il faut le commenter dans le texte authentique. Par exemple, les mots "toutefois cette règle sera seulement appliquée" ont un sens certain en français; les mots "cette règle ne sera par contre nullement appliquée dans toutes les autres questions de droit maritime international" ont aussi un sens en français.

Je saisiss cette occasion pour dire que je fais naturellement une réserve sur l'énumération qui a terminé l'exposé de mon collègue, le délégué de l'Arabie Saoudite, énumération dans laquelle il a, sans doute par mégarde, inclus une partie du territoire français.